

Rentrée judiciaire

Lutter contre la dilapidation des deniers publics

Page 17

Le monde judiciaire va se pencher sur le contrôle des finances publiques



Mercredi 2 octobre 2019 ◀ N° 8992 ▶ 200F CFA

Sidwaya

www.sidwaya.bf, *Le journal de tous les Burkinabè*

Rentrée scolaire au Centre-Nord

En attendant le relogement des déplacés internes

Page 16



Le lycée départemental de Barsalogho sera libéré d'ici à mi-octobre.

Mercure

Côte d'Ivoire : la CEI au cœur des attentions

Page 3

On murmure

Sa compagne perd la vie dans une attaque terroriste

Un handicapé visuel, victime de discrimination ?

Page 5

70^e anniversaire de la Chine

Prospérer dans l'unité

Page 2



1994 - 2019

25 ANS DE PROGRÈS VERS L'INTÉGRATION RÉGIONALE
ENSEMBLE POUR RELEVER LE DÉFI DE LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET DES BIENS

Forum Scientifique

Ensemble, relevons le défi de la libre circulation des personnes et des biens dans un espace communautaire sécurisé

Ouagadougou | 7 et 8 octobre 2019 | Laico Hôtel



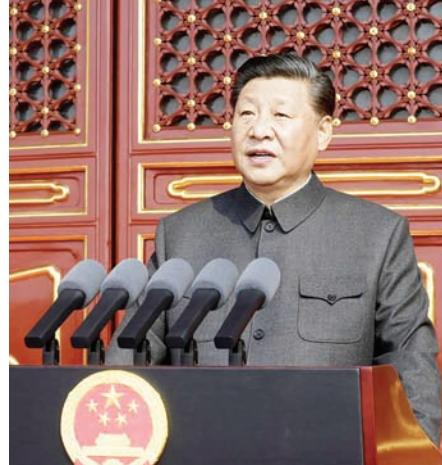


70^e anniversaire de la Chine

Prospérer dans l'unité

A l'occasion du 70^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine, une grande parade civilo-militaire a eu lieu sur la place Tiananmen en plein centre-ville de Pékin, le 1^{er} octobre 2019. C'était en présence du président Xi Jinping et d'autres personnalités du gouvernement chinois.

1^{er} octobre 1949-1er octobre 2019 : la République populaire de Chine a 70 ans. Pour marquer ces noces de platine, une grande parade civilo-militaire haut en couleurs s'est déroulée sur la place Tiananmen, le 1^{er} octobre à Pékin, la capitale. Dès 4 heures, la place est déjà noire de monde. Des citoyens chinois qui ont obtenu le « *sésame* » pour être témoins de cet événement historique ont respectivement occupé leurs places précises en attendant le début de la parade à 10 heures. Plusieurs centaines de journalistes venus du monde entier ont également pris place dans leur loge. De grands écrans sont disposés de part et d'autre sur l'esplanade. La photo du fondateur de la Chine nouvelle, Mao Tsé-toung, trône majestueusement sur la façade de l'immeuble abritant la tribune officielle. 9H 56 mn, le Premier ministre chinois, Li Keqiang, annonce le début de la cérémonie. 10H 00, l'hymne national est exécuté et les couleurs sont montées. 10H 05, le président, Xi Jinping, fait son apparition pour prononcer son discours. Il est chaleureusement acclamé par le public qui agite de petits drapeaux. « *En ce moment même, les Chinois de tous les groupes ethniques et tous les fils et filles de la nation chinoise dans leur pays et à l'étranger en sont fiers et transmettent leurs meilleurs vœux à notre grande patrie, avec une grande joie* », déclare le président Xi. Il rend au passage un hommage appuyé aux héros révolutionnaires et martyrs qui ont lutté pour l'indépendance et l'avènement d'une nation « *forte et prospère* ». A ses compatriotes et amis de la Chine qui



Le président chinois Xi Jinping a présidé la grande parade civilo-militaire marquant le 70^e anniversaire de la Chine.

soutiennent son développement, il traduit sa gratitude.

Un destin transformé

Pour lui, la Chine a aujourd'hui complètement transformé son destin et surmonté les humiliations et les intimidations dans l'ère moderne. « *Aucune force ne peut empêcher le peuple chinois de marcher en avant. Aucune force ne peut jamais ébranler le statut de la Chine, ni empêcher le peuple et la nation chinoise de marcher de l'avant* », martèle Xi Jinping, sous un tonnerre d'applaudissements. A l'entendre, les Chinois de tous les groupes ethniques ont su, grâce à des efforts concertés et à une lutte ardue, consacré les sept dernières décennies au développement de leur nation. C'est pourquoi, il invite ses compatriotes à rester sur la voie du socialisme aux caractéristiques chinoises et à mettre pleinement en œuvre la théorie, la



Les hommages aux drapeaux du Parti communiste chinois (PCC), de la nation et de l'Armée populaire de libération ont été les moments forts de la parade.

ligne et la politique de base du Parti communiste chinois (PCC). L'essentiel, précise-t-il, est de continuer à répondre sans cesse aux aspirations des gens à une vie meilleure et à de nouvelles réalisations historiques.

Développement pacifique

A l'adresse du monde, le président Xi Jinping rappelle que son pays reste fidèle au développement pacifique et à la coopération « *mutuellement bénéfique* ». « *Nous continuons à travailler avec des personnes de tous les pays pour faire pression et pour construire ensemble une communauté avec un avenir partagé pour l'humanité* », souligne-t-il. Et d'ajouter que l'Armée populaire de libération du peuple chinois et la police devraient toujours préserver leur nature, leur raison d'être et leur nature en tant que forces du peuple, sauvegarder résolument les intérêts

de la Chine en matière de souveraineté, de sécurité et de développement, et maintenir fermement la paix dans le monde.

10h15, sur fond de musique de la fanfare militaire, le président Xi passe en revue les troupes alignées le long de l'avenue Chang'an. On en dénombre plus de 15 troupes à pied, 32 formations armées motorisées composées d'environ 15 000 militaires ainsi que de 580 pièces d'armement. 10h35, la parade s'ouvre par un survol de la place Tiananmen d'avions militaires. Pendant plus d'une heure, le défilé civilo-militaire décline le visage de l'armée chinoise et la chine dans toute sa richesse culturelle, historique, scientifique et technologique. 12h37, des milliers de colombes sont lâchées au-dessus de la Place pour saluer la paix dans le monde.

Karim BADOLO
(Depuis Pékin en Chine)



Cette chorale de jeunes filles a accompagné la parade.



Les symboles de la nation chinoise ont été exhibés au cours de ce moment de communion.



3^e cycle de l'Examen périodique universel Les résultats du passage du Burkina restitués au Centre-Ouest

Le ministre de la Promotion civique et des Droits humains, Maminata Ouattara a présidé, le 26 septembre 2019 à Koudougou, une session de restitution des résultats du passage du Burkina Faso au 3^e cycle de l'Examen périodique universel (EPU) aux acteurs du Centre-Ouest.



Le ministre de la Promotion civique et des droits humains, Maminata Ouattara, a invité les acteurs de la région à examiner avec la plus grande attention, les recommandations acceptées pour une meilleure mise en œuvre.



Le DG de la défense des droits humains, Jean De Dieu Bambara, a indiqué que le passage du Burkina Faso à l'EPU a été positivement apprécié par la communauté internationale.

Le Burkina Faso est passé, le 7 mai 2018, pour la 3^e fois, devant le groupe de travail sur l'Examen périodique universelle (EPU) à Genève, pour présenter son rapport sur la situation des droits humains. Les résultats de ce passage ont été restitués aux acteurs de protection des droits humains de la région du Centre-Ouest, le 26 septembre 2019 à Koudougou. Il ressort que pour un développement harmonieux, le pays des Hommes intègres s'est engagé sur la voie de la démocratie et de l'édification d'un Etat où les droits fondamentaux de la personne humaine seront respectés. Cet engagement l'astreint au respect de certains mécanismes internationaux et

régionaux dont l'Examen périodique universel (EPU). Du rapport, 204 recommandations ont été formulées à l'endroit du pays dont 184 ont été acceptées par l'Etat burkinabé et 20 non acceptées. Pour le ministre de la Promotion civique et des droits humains, Maminata Ouattara, l'atelier de Koudougou vise donc à impliquer l'ensemble des acteurs concernés par la mise en œuvre effective des recommandations acceptées. «Notre pays tient au respect de ses engagements internationaux en matière de droits humains», a-t-elle indiqué.

Le Burkina félicité

Pour sa part, le directeur général de la Défense des

droits humains, Jean De Dieu Bambara, s'est dit satisfait de la tenue de cette session régionale qui constitue une première et qui va se poursuivre dans les autres régions.

Selon lui, le passage du Burkina Faso à Genève a été bien apprécié par la communauté internationale. Les efforts entrepris, a-t-il souligné, pour la mise en œuvre des recommandations du second cycle, et l'engagement de notre pays pour la promotion et la protection des droits humains sur notre territoire ont été présentés à la communauté internationale. «Cette présentation a valu au Burkina Faso, les félicitations de la communauté internationale pour les progrès accomplis en matière de droits humains», s'est réjoui le DG de la Défense des droits humains.

L'EPU est un organe du Conseil des droits de l'homme des Nations unies qui a pour fonction d'examiner et de promouvoir le suivi des obligations et engagements de tous les Etats membres des Nations unies dans le domaine du respect, de la promotion et de la réalisation effective des droits humains sur le terrain.



Les participants ont passé au peigne fin le contenu des différentes recommandations qui leur ont été présentées.

François KABORE



Mercure

Côte d'Ivoire : la CEI au cœur des attentions

En Côte d'Ivoire, la Commission électorale indépendante (CEI) a désormais un nouveau président, Ibrahime Kuibert Coulibaly. Celui-ci a été porté à la tête de l'institution à l'issue d'un vote au cours duquel il a obtenu la majorité absolue de 9 voix sur 15 contre 6 voix pour son adversaire Yoli-Bi Koné Klintio Marguérite. Le magistrat hors hiérarchie remplace ainsi Youssouf Bakayoko qui a passé 9 ans à la tête de la CEI. L'ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel fera-t-il mieux que son prédécesseur ? Ce dernier, par l'évocation de son seul nom, Youssouf Bakayoko, revoie systématiquement à l'élection présidentielle controversée de 2010-2011. Un scrutin qui a plongé le pays de Félix Houphouët Boigny dans une crise qui a coûté la vie à plus de 3 000 âmes. Ce passé douloureux, les ivoiriens n'en veulent plus et compte sur une CEI véritablement indépendante pour la présidentielle de 2020 qui s'annonce déjà tendue. Et c'est justement là où il y a problème. La classe politique n'arrive toujours pas à accorder ses violons. La société civile et l'opposition réclament une réforme pour une "CEI équilibrée" comprenant 15 représentants (cinq pour l'opposition, cinq pour la mouvance présidentielle et cinq pour la société civile). Leur requête n'a pas eu un écho favorable. En effet, la nouvelle CEI, adoptée fin juillet, comprend 15 membres, contre 17 auparavant mais la composition est différente de celle souhaitée par l'opposition. Elle est composée d'un représentant du président de la République, un du ministre de l'Intérieur, six de la société civile, six des partis politiques équitablement répartis entre le pouvoir et l'opposi-

tion et un représentant du Conseil supérieur de la magistrature. Une organisation vivement critiquée par les partis politiques de l'opposition, membres de la Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix (CDRP, plateforme portée par Henri Konan Bédié). Estimant que la CEI révisée est une copie pâle de la précédente, ils ont rompu les discussions avec le gouvernement et n'ont proposé aucun représentant. Et mieux, la coalition a ouvert une bataille judiciaire en saisissant la Cour africaine des droits de l'homme à l'effet de déclarer la non-conformité de la Côte d'Ivoire aux engagements internationaux. Cette même cour avait rendu en 2016 un arrêt jugeant l'ancienne CEI déséquilibrée et demandant au gouvernement de changer sa composition. En attendant le verdict dans cette affaire, les jours sont désormais comptés pour la nouvelle équipe qui doit aller au charbon. Elle peut s'appuyer sur les trois membres de l'opposition que sont Henriette Lajou, ancienne ministre de Laurent Gbagbo, Alain Dogou, également ancien ministre et Daudet Yapi-Yapo, ancien maire de Yakassé-Attobrou, considéré comme un proche de Gbagbo. L'institution peut également compter sur son président qui a des connaissances en technologies électorales et qui se présente comme un homme d'expérience. Fort de ces atouts, il reste à cette nouvelle CEI de libérer son génie, pour éviter le spectre d'une seconde crise post-électorale qui pourrait compliquer la situation interne de la Côte d'Ivoire et celle des pays voisins qui subissent déjà les affres de la menace terroriste.

Abdoulaye BALBONE



Application de l'IUTS sur les indemnités

« Une provocation », selon l'opposition politique

L'opposition politique a animé son hebdomadaire point de presse, le mardi 1er octobre 2019 à Ouagadougou. L'annonce du Premier ministre concernant l'Impôt unique sur le traitement et salaires (IUTS), le rapport 2018 du Réseau national de lutte anti-corruption (RENLAC), la crise sécuritaire dans le Bam étaient, entre autres, les points abordés par les conférenciers.

Le Premier ministre, Christophe Joseph Marie Dabiré, invité de la troisième session du Bureau politique national (BPN) du Mouvement du peuple pour le progrès (MPP), le 28 septembre dernier a annoncé qu'à partir du 1er janvier 2020, l'Impôt unique sur le traitement et salaires (IUTS) sera appliqué sur les indemnités et primes des fonctionnaires. « Une annonce provocatrice et inopportune » par l'opposition politique au cours de son traditionnel point de presse, le mardi 1er octobre 2019 à Ouagadougou. Pour le président de l'Union pour la renaissance démocratique-Mouvement sankariste (URD-MS), Alphonse-Marie Ouédraogo, principal animateur du jour, cette sortie du chef du gouvernement n'est pas de nature à apaiser la fronde sociale, déjà en ébullition. A l'entendre, les indemnités et les primes de la Fonction publique sont exonérées de fait de l'IUTS. Ce n'est qu'à partir d'un certain seuil, a-t-il rappelé,



Le président de l'URD-MS, Alphonse-Marie Ouédraogo (droite) : « Il faut que le pouvoir en place cesse de s'acharner sur le pauvre citoyen qui peine à joindre les deux bouts ».

lé, que les indemnités de logement, de fonction et de transport sont frappées par cet impôt. « Mais dans les faits, les indemnités dépassent rarement ces seuils », a-t-il indiqué avant d'ajouter que cette décision du gouvernement vise simplement à diminuer les salaires des fonctionnaires pour « boucher des trous ». L'opposition politique s'est dite d'autant plus offusquée

dans la mesure où des exonérations fiscales sont octroyées par le pouvoir en place à ses amis dans le secteur minier à hauteur de 200 milliards F CFA. Elle a donc exigé qu'avant l'exécution d'une quelconque décision sur l'IUTS, un bilan des exonérations accordées par l'Etat burkinabé depuis les dix dernières années soit fait. Le rapport 2018 sur l'état de la corruption

au Burkina Faso rendu public, le lundi 30 septembre dernier, a également fait l'objet d'analyse par les conférenciers. Sur le sujet, ils se sont inquiétés du fait que la police municipale, la gendarmerie et la police nationale figurent dans le top 10 des services les plus corrompus. Pour eux, en pleine guerre contre le terrorisme, la corruption dans ces milieux devrait connaître une baisse. En outre, le président de l'URD-MS a déploré l'arrivée dans le classement de nouvelles structures telles que la Société nationale de gestion des stocks (SONAGESS) et le Centre de contrôle des véhicules automobiles (CCVA). « Cela est regrettable au regard du rôle que joue la SONAGESS dans la crise économique et sociale que traverse notre pays et au regard de la mission assignée au CCVA en matière de sécurité du transport », a-t-il laissé entendre. De son avis, c'est aux premières autorités de donner l'exemple et de poser des actes forts pour lutter contre le fléau.

La crise sécuritaire s'est aussi invitée dans les échanges avec les hommes de média. L'opposition a condamné les attaques perpétrées contre les villages de Komsilga, de Déneon et de Alga dans le Bam ayant causé la mort d'une vingtaine de personnes le weekend dernier. Pour elle, la dégradation de la situation sécuritaire dans cette partie du Burkina Faso est due en grande partie à la fin de l'opération Doofu, qui avait apporté une certaine accalmie dans la zone. En guise de conclusion, les conférenciers se sont indignés et, ont déploré que le président Roch Marc Christian Kaboré, « soit préoccupé par sa réélection en 2020, au lieu de chercher des solutions ». En effet, Alphonse-Marie Ouédraogo, se fondant sur un article du journal Africa intelligence a déclaré que le président du Faso consacre beaucoup de temps et d'énergie dans les préparatifs de la campagne électorale.

Nadège YAMEOGO

Ablassé Ouédraogo, président de Le Faso autrement

« Chirac a été un très grand ami du Burkina »

Le président français, Jacques Chirac, s'est éteint le 26 septembre 2019, à l'âge de 86 ans. Pour le président de « Le Faso autrement », Ablassé Ouédraogo, par ailleurs ancien ministre des Affaires étrangères, il a été un « très grand ami » du Burkina Faso et du président Blaise Compaoré.

« Homme d'Etat exceptionnel », « visionnaire », « sens de la proximité avec les hommes », « homme très chaleureux, convivial et attentionné », « animal politique impressionnant ». Dans une déclaration parvenue à notre Rédaction, le président de « Le Faso autrement », Ablassé Ouédraogo, ne tarit pas d'éloges pour l'ancien chef d'Etat français, Jacques Chirac, décédé le 26 septembre dernier. Ministre des Affaires étrangères de 1994 à 1999, Ablassé Ouédraogo dit l'avoir côtoyé à plusieurs occasions. Il citera ainsi, la participation à Paris du Burkina Faso et du Président, Blaise Compaoré, comme Invité spécial à la célébration du premier 14-Juillet sous la présidence de Jacques Chirac en 1995. « Pour notre pays, ce fût des moments spéciaux envoyés par plus d'un pays dans ce monde. Mis au premier plan à ces moments symboliques et solennels, le Burkina Faso et son Chef d'Etat ont fait l'objet de tous les honneurs et de toutes les attentions possibles. C'était la démonstration évidente que le Burkina Faso comptait pour la France et que le président Blaise Compaoré était un vrai ami du président Chirac », a signifié Ablassé Ouédraogo. Il en veut aussi pour preuve,



Pour Ablassé Ouédraogo, le président Chirac a beaucoup fait pour la France, l'Afrique et le Burkina Faso en particulier.

possible. C'était la démonstration évidente que le Burkina Faso comptait pour la France et que le président Blaise Compaoré était un vrai ami du président Chirac », a signifié Ablassé Ouédraogo. Il en veut aussi pour preuve,

l'organisation du 19^e Sommet France Afrique à Ouagadougou les 5 et 6 décembre 1996 autour du thème de « la bonne gouvernance » et avec la participation effective de 22 Chefs d'Etat et de gouvernement. « C'était la première fois que le Sommet France Afrique a été ouvert à des pays d'Afrique non francophones », a-t-il relevé, avant de poursuivre que c'est à cette occasion que Blaise Compaoré a invité le président Chirac sur le site du Centre hospitalier pédiatrique Charles-de-Gaulle pour lui demander, « à sa surprise et en dehors du programme officiel, de poser la première pierre pour la construction de cette infrastructure ».

Le 3^e exemple pris par le président de « Le Faso autrement » est le rôle joué à Hanoï au Vietnam par le Burkina Faso à l'occasion du 7^e Sommet de la Francophonie, le premier Sommet de ce genre en Asie, tenu du 14 au 16 novembre 1997 avec la participation de 49 pays membres. C'est à ce sommet, que le

premier Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), Boutros Boutros Ghali, candidat soutenu par le président Chirac a été élu. Cela, a-t-il expliqué, ne s'est pas fait sans difficultés, car les africains, avec le Burkina en tête, ne voulaient pas de l'ancien Secrétaire général des Nations unies qui avait son avenir derrière lui et qui ne pouvait pas apporter beaucoup à cette nouvelle organisation. « Je me souviens que dans les négociations, le président Chirac, qui comprenait notre argumentaire m'a fait réveiller, à 2 heures du matin le 16 novembre 1997, pour une réunion avec le président Compaoré sur le sujet. Ce qui indique le sérieux de la question. Le président Chirac m'a même demandé d'accepter que Boutros Ghali soit élu Secrétaire général pour un mandat de quatre ans et que je lui succéderai », a-t-il confié.

Synthèse de Jean-Marie TOE



Coopération décentralisée La région du Centre renouvelle son partenariat avec des collectivités françaises

Le conseil régional du Centre a tenu sa troisième session ordinaire portant sur les délibérations de convention, le jeudi 26 septembre 2019 à Ouagadougou. Partenaires



Selon le président du conseil régional du Centre, Eric K. Tiemtoré (milieu), les partenaires financiers sont prêts à accompagner sa collectivité pour le développement des secteurs d'activités.

Dans le cadre de la coopération décentralisée, le conseil régional de la région du Centre poursuit le renforcement de son partenariat avec certaines régions de France notamment la Bretagne, la Vienne et l'Union des burkinabè du grand Ouest en France (UBGOF). Selon le président du conseil régional du Centre, Eric K. Tiemtoré, chaque trois ans, sa collectivité fait une revue de ses activités avec les différents partenaires financiers afin de renouveler leurs liens de coopération. C'est pourquoi, cette session ordinaire qui s'est tenue, le 26 septembre 2019 à Ouagadougou, vise à signer des conventions pour la période 2020-2022 avec leurs partenaires techniques et financiers. A cet effet, le président du conseil régional a souligné que ces accords vont concerner les domaines de l'agriculture de l'environnement et de l'eau. Des mesures qui, pour lui, vont permettre à la population de développer leurs domaines d'activités. «Par exemple, au cours des trois dernières années,

la région de Bretagne a accompagné le conseil régional pour la mise en place du développement des coopératives maraîchères dans les six communes rurales de Ouagadougou avec la construction des centres de conditionnement de stockage au profit des producteurs», a-t-il indiqué. Le département de Vienne, de l'avis de M. Tiemtoré, a réalisé plusieurs activités pour le renforcement des capacités en terme de logistique. A en croire le président du conseil régional, les sapeurs-pompiers ont bénéficié des équipements pour consolider leurs efforts en matière de protection et de secours à la population avec l'appui de la région de Vienne. «Pour ce qui est des Burkinabè de grand Ouest en France, des projets sont prévus en partenariat avec la diaspora, qui vont leur permettre de participer au développement des secteurs d'activités du pays», a conclu M. Tiemtoré.

Oumarou RABO
(Stagiaire)



La rentrée des classes s'annonce avec son lot d'angoisses. A cette période, la circulation est particulièrement dense. Et ce qu'il faut particulièrement déplorer, c'est le comportement de certains élèves qui n'hésitent pas à circuler côté à côté sur la voie publique tout en discutant. Sans oublier, la vitesse à laquelle se livrent certains d'entre eux. Ce qui est souvent cause d'accidents. C'est l'occasion donc d'interpeller, à l'orée de cette rentrée scolaire, au respect du Code de la route. Il est important pour eux de faire preuve de civisme, afin d'éviter les accidents. Pour arriver sain et sauf à l'heure aux cours, la seule solution est de se lever tôt pour prendre le chemin de l'école. Aux parents également de veiller à ce que leurs enfants fassent l'effort de limiter la vitesse en circulation.

Carine DARAMKOUM
(Stagiaire)

On murmure

Sa compagne perd la vie dans une attaque terroriste

Kantigui a été alerté d'un fait insolite à la suite de l'attaque terroriste, perpétrée dans la nuit du lundi 30 septembre au mardi 1^{er} octobre 2019, contre la gendarmerie de Coalla, dans la province de la Gnagna, région de l'Est. Selon certaines indiscretions, les deux tourtereaux «montaient la garde» ensemble quand l'attaque est survenue. Il est revenu à **Kantigui**, que la compagne du gendarme a été mortellement atteinte par les balles des assaillants, pendant que son amoureux prenait ses jambes à son cou. **Kantigui** déplore cet incident, quand bien même il se réjouit de la relative accalmie dans la région de l'Est, à la suite de l'opération *Otapuanu*. Toutefois, **Kantigui** appelle les forces de défense et de sécurité à la vigilance face à un ennemi aussi invisible qu'imprévisible.

Un handicapé visuel, victime de discrimination ?

Kantigui a reçu un handicapé visuel, du nom de Karim Bagagnan, qui dit avoir été victime d'une discrimination aux concours de recrutement sur mesures nouvelles des Instituteurs adjoints certifiés (IAC), session de 2019. Selon l'infortuné, il a déposé ses dossiers et aurait reçu un récépissé présenté à **Kantigui**. Mais grande a été sa surprise lorsqu'à la veille, il s'est rendu compte que son nom ne figurait pas sur la liste des candidats. Néanmoins le jour «J», il se serait rendu au centre de composition, pour s'entendre dire que sa candidature n'a pas été retenue en raison de son handicap visuel, alors qu'il n'a reçu aucune notification dans ce sens. Pourtant, le diplômé de l'école privée de formation des enseignants du primaire de l'Académie de Ouagadougou soutient mordicus que le communiqué l'autorisait à prendre part au concours. Il a même signifié à **Kantigui**, que des handicapés visuels sont recrutés depuis quelques années aux concours des IAC pour dispenser le savoir dans des écoles pour déficients visuels. C'est pourquoi, il dénonce cette discrimination dont il a été l'objet et appelle les autorités en charge de la question à le rétablir dans ses droits.

Quand la monnaie se vend

De retour d'un bref séjour dans le Sourou, **Kantigui** a fait une escale à Yako où il a assisté à un phénomène qui prend de l'ampleur sous nos cieux. En effet, il a été le témoin d'un «business» qui consiste à vendre la monnaie à celui qui en a besoin. Par exemple, pour avoir la monnaie de 100 000 F CFA, le demandeur doit payer 1% du montant, soit 1 000 F CFA. **Kantigui** a été par ailleurs informé, que le phénomène a cours dans la capitale depuis belle lurette. Selon l'interlocuteur de **Kantigui**, ce sont surtout les débits de boissons qui sont les grands demandeurs de monnaie. Ainsi, ceux-ci s'attachent les services de jeunes qui cherchent la monnaie pour venir les servir contre intérêt. Même si à première vue, ce business ne pose aucun problème, **Kantigui** s'inquiète de ce qu'il soit source d'inflation et un circuit de blanchiment d'argent.

ISTIC : sortie de la première cuvée de communicateurs

Dans sa quête de l'information, **Kantigui**, a eu vent de la sortie prochaine de la première promotion de communicateurs formés à l'Institut des sciences et techniques de l'information et de la communication (ISTIC). De ce qui est parvenu à **Kantigui**, cette sortie concerne 112 admis, composés de 65 conseillers, journalistes, et techniciens, dont certains ont été formés en 30 mois et d'autres en 24 mois. C'est une première pour ce creuset de la formation des professionnels des médias créé en 1974, avec en prime une cérémonie de sortie de promotion, prévue le 12 octobre prochain et qui pourrait être parrainée par le président de l'Assemblée nationale (PAN), Alassane Bala Sakandé.

Kantigui
kantigui2000@gmail.com
(00226) 25 31 22 89



Chaîne d'approvisionnement en produits médicaux Les acteurs se préparent à faire face aux épidémies

L'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) dans le cadre du projet «Global health supply chain programm-procurement and supply management» (GHSC-PSM) a organisé, du 24 au 26 septembre 2019, une rencontre sur la chaîne d'approvisionnement en produits médicaux en cas d'urgence.



La directrice de l'équipe-santé de l'USAID, Bijou Muhura : «Plus de 150 produits ont été identifiés par le groupe de travail pour traiter dix maladies prioritaires en cas d'urgence».

Les acteurs de la chaîne d'approvisionnement en produits médicaux ont besoin d'être préparés en vue de répondre efficacement à d'éventuelles épidémies. Conscient de cela, l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID) aide le Burkina Faso à travers le projet «Global health supply chain programm-procurement and supply management» (GHSC-PSM) à renforcer leur système d'approvisionnement en produits de santé en général et en intrants de lutte contre le paludisme en particulier en cas d'urgence.

Dans ce cadre, une rencontre regroupant les différents maillons de la chaîne d'approvisionnement s'est tenu du 24 au 26 septembre 2019 à Ouagadougou. Aux dires de la directrice de l'équipe-santé de l'USAID, Bijou Muhura, cette rencontre fait suite à celle de juillet 2019 qui avait permis de mettre en place un groupe de travail multisectoriel qui, depuis lors, a travaillé sur la base d'une liste de dix maladies prioritaires à identifier et à quantifier les produits de santé nécessaires en situation d'épidémie.

Il s'agit notamment de la méningite, de la grippe aviaire, de la fièvre jaune, de la dengue, de la rage et du choléra. En outre, a poursuivi Mme Muhura, des données ont été collectées sur les aspects de financement,

d'achats, de stockage, de transport, de distribution et de gestion des déchets.

Toutes ces informations ont été consignées dans une base de données en vue de faciliter la prise de décision et l'intervention rapide en situation d'épidémie. La présente rencontre va donc permettre, à en croire la directrice-santé de l'USAID, de s'assurer de la fonctionnalité de ce dispositif. Un dispositif qui, a-t-elle précisé, a été mis en place selon l'approche «One health» qui est une approche intégrée, multisectorielle et holistique qui met l'accent sur la prise en compte des interactions entre les animaux, les humains et les écosystèmes pour prévenir et répondre efficacement aux menaces de santé publique. Par ailleurs, Bijou Muhura a souligné que des exercices de simulation seront faits au cours de l'atelier afin de permettre aux participants de mieux s'approprier la chaîne d'approvisionnement dans les situations d'urgence. «A travers des jeux de rôle, les acteurs vont s'entraîner à prendre les bonnes décisions en situation d'épidémie ou de pandémie pour prévoir et acheminer les produits de santé dans les points de prestation en temps voulu», a-t-elle laissé entendre.

Elle s'est en outre dit heureuse que cette rencontre se tienne moins d'une semaine après l'adoption en conseil des ministres des textes réglementaires consacrant la création de la plateforme nationale de coordination «One health». Selon ses explications, la chaîne d'approvisionnement en situation d'urgence constitue un des outils techniques de cette plateforme et fera partie intégrante de la commission thématique qui traite de la préparation et de la réponse aux urgences.

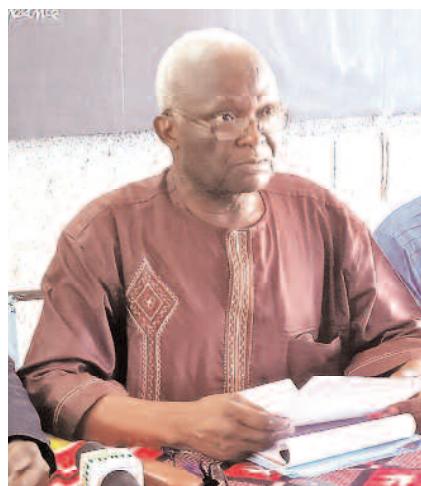
Le représentant du ministère des Ressources animales et halieutiques, Godefroy Poda, a félicité les organisateurs pour cette initiative qui va permettre aux acteurs de la chaîne d'approvisionnement de renforcer leurs capacités opérationnelles en prévision des situations d'urgence.

Nadège YAMEOGO

Association nationale pour la traduction de la bible

Des travailleurs dénoncent des malversations

Des travailleurs de l'Association nationale pour la traduction de la bible et de l'alphabétisation (ANTBA) ont animé une conférence de presse, le jeudi 26 septembre 2019 à Ouagadougou, pour dénoncer des malversations au sein de la structure.



Le porte-parole des travailleurs, Abraham Nion : « C'est dommage qu'une association confessionnelle se retrouve confrontée à une telle crise ».

Le torchon brûle entre certains travailleurs de l'Association nationale pour la traduction de la bible et de l'alphabétisation (ANTBA) et le Directeur exécutif (D.E) Jacques Sankara. En effet, ce dernier est accusé de malversations par ses collaborateurs qui l'ont fait savoir aux hommes de médias au cours d'un point de presse le jeudi 26 septembre 2019. Selon le porte-parole des travailleurs, Abraham Nion, tout serait partie d'une crise financière qui a frappé la structure en 2012. De ce qu'il a dit, les partenaires financiers traditionnels de l'ANTBA n'arrivaient plus à financer à 100% les différents projets de l'institution. Pour ce faire, a-t-il poursuivi, les autorités de l'ANTBA ont décidé de mettre en place un plan de redressement et de réadaptation des dépenses afin de pouvoir renforcer cette résilience. « Ainsi, l'option retenue était la réduction des salaires à des pourcentages acceptables, proportionnellement aux recettes disponibles », a-t-il indiqué, avant de préciser que l'ensemble du personnel, à l'exception du D.E, ont accepté de consentir ce sacrifice pour la survie de cette œuvre de Dieu. En effet, ce dernier, selon les dires de M. Nion, a refusé de communiquer son contrat de travail à la Directrice des affaires financières et comptables (DAFC) pour qu'elle vérifie la conformité de son salaire à la nouvelle grille salariale qui relève de sa catégorie afin de pouvoir le mandater. M. Sankara aurait même opposé une fin de non-recevoir à la DAFC. L'affaire a donc été portée devant l'Assemblée générale (AG) qui a pris une résolution intimant le D.E de remettre son contrat de travail. « Mais après l'AG, Jacques Sankara, a usé de toutes sortes de subterfuges pour retarder la remise de son contrat qu'il a finalement fait quatre années plus tard », a fait savoir M. Nion, qui a souligné que cela a permis à la DAFC de se rendre compte qu'au lieu de 725 000 F CFA par mois, le sieur Sankara touchait

981 000 F CFA. L'affaire ayant été portée à la connaissance du Conseil d'administration (CA) et à la suite d'un mouvement d'humeur du personnel demandant la démission du D.E, le CA a commandité un audit financier et organisationnel qui a effectivement révélé un trop perçu sur le salaire du D.E. Mais, a regretté Abraham Nion, le Président du conseil d'administration (PCA) qui était de connivence avec le D.E, a refusé de prendre la sanction appropriée à son encontre. Cette attitude du PCA, à entendre le porte-parole des travailleurs, a poussé trois administrateurs, à savoir le vice-président, le 1^{er} responsable chargé des finances et le 2^{er} responsable adjoint chargé des finances à démissionner. Une démission qui a plongé le CA dans une illégalité de prendre des décisions au nom de l'ANTBA, faute de quorum. Pendant ce temps, a noté M. Nion, le D.E a démis de ses fonctions la DAFC, sans motif « valable » et remplacé par une demoiselle sans expérience. Ce qui, selon Abraham Nion, a été fait à dessein par ce dernier pour dilapider les fonds de l'ANTBA. Par ailleurs, a signifié le conférencier, une vingtaine de bœufs appartenant au patrimoine de l'association « ont été volés et vendus » par le D.E. « Il a aussi ouvert un compte dans un établissement financier où il place les recettes de l'imprimerie de l'ANTBA et d'autres recettes connexes », a-t-il dénoncé. La goutte d'eau qui a fait déborder le vase selon lui, est le licenciement sans motif valable du représentant du personnel, Ezéchias Nabié. « Nous avons alors décidé de porter l'affaire devant l'inspection du travail qui a convoqué par quatre reprises le D.E qui a refusé de répondre. Il s'est quelquefois fait représenter par son avocat pour motif qu'il n'a pas le temps », a-t-il déclaré. Au vu de tout cela, les membres de l'association ont adressé une correspondance au PCA pour demander la tenue d'une AG extraordinaire afin de trancher sur la crise conformément aux statuts et règlements intérieurs de la structure. « Malheureusement, notre demande est restée lettre morte », a-t-il déploré. Après un mois et demi d'attente, les membres actifs de l'association ont convoqué une AG extraordinaire le 21 septembre à l'issue de laquelle un nouveau CA a été mis en place. L'AG a également décidé du limogeage de Jacques Sankara avec poursuites judiciaires pour malversations. Cette décision a-t-elle été portée à la connaissance de l'intéressé et quelle a été sa réaction ? ont demandé les journalistes. « Pour le moment, cela n'a pas encore été fait mais qu'à cela ne tienne, l'AG est souveraine et ses décisions sont sans appel », a conclu le porte-parole du comité de crise.

Nadège YAMEOGO



AVIS DE RECRUTEMENT

Diakonia est une organisation de développement travaillant de concert avec les partenaires locaux pour une société juste et équitable à l'abri de la pauvreté. Diakonia reste convaincue que les acteurs locaux dès que leurs capacités sont renforcées, induisent des changements durables suivant des méthodes qu'ils s'approprient. Diakonia leur offre une trame d'incubation à travers ses principes de good partnership/donorship afin de changer « leur monde ». Pour ce faire, les thématiques transversales de Diakonia et les publics cibles vulnérables Femmes et Jeunes restent une orientation prégnante.

Dans le but de renforcer le personnel du Programme Fond Commun Genre financé par les Partenaires Techniques et Financiers (UNFPA, UNICEF, Ambassade de Suède, Ambassade du Danemark, le Bureau de la Coopération Suisse) et dont elle est Gestionnaire, Diakonia souhaite recevoir des candidatures pour le recrutement de personnel aux postes suivants :

- 1- Un (e) Coordonnateur (rice) Spécialiste Genre
2- Un (e) Chargé (e) de Programme Suivi et Evaluation**

3- Un (e) Chargé (e) des Finances et de l'Administration

4- Un (e) Chargé (e) de Gestion des Subventions / Partenariats

La description des tâches pour chaque poste et les spécifications de l'application peuvent être consultées à partir du 04 octobre 2019 sur : <https://www.diakonia.se/en/About-us/Job-opportunities/>, sur www.fondscommungenre.org ou par e-mail : burkina@diakonia.se

Les candidats/es intéressés/ées par cette annonce sont priés de déposer leur dossier complet (**Lettre de motivation, CV, Certificats/Attestations de travail et Copies de Diplômes**) physiquement au bureau de Diakonia à Ouagadougou ou par courriel à : burkina@diakonia.se

Situation géographique de Diakonia: Patte d'Oie, derrière la station shell faisant face au CCVA, rue Bagem Nini, 01 BP 3191 Ouagadougou, Tél : 25 38 01 31/32 ou **burkina@diakonia.se**

Tous les dossiers reçus restent la propriété de Diakonia, seuls les candidats/es présélectionnés/ées seront contactés.

Date limite de dépôt des dossiers: 28 Octobre 2019 à 12h00

Nadine KONE
Directrice Pays

UMOA-TITRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES ÉMISSION PAR ADJUDICATION DU 04/10/2019

OBLIGATIONS DU TRÉSOR

L'AGENCE UMÔA-TITRES ET LE TRÉSOR DU TOGO,
souhaitent à la capitalisation du crédit public émission un appel d'offres
pour la constitution d'un programme de titres dans les termes suivants :

CARACTÉRISTIQUES DE L'OFFRE

ÉMETTEUR	ÉTAT DU TOGO
MONTANT MIS EN ADJUDICATION	20 000 MILLIONS DE FCFA
VALEUR NOMINALE D'UNITE	10 000 FCFA
DURÉE	3 ANS
TUX D'INTÉRÊT	6,25%
DATE DE VALEUR	LUNDI 07 OCTOBRE 2019
ÉCHÉANCE	VENDREDI 07 OCTOBRE 2022

6,25%

Date : vendredi 04 octobre 2019 à 10h30 (en TU - Bissau
Bimbo)

Le remboursement du capital intervient à la première échéance le jour suivant suivant la date d'émission. Le paiement des intérêts se fera annuellement à un taux d'intérêt de 6,25% sur tous les titres émis.

Date : le 04 octobre 2019

Le Directeur Général de l'Agence UMOA-TITRES

M. André DIALLO

Le Directeur Général de Trésor et de la Chancellerie
Publique de la République Togolaise

M. Eliezer ADVABO

Tous les titres sont souscription, avec le concours de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

Place des Finances, Avenue de l'Indépendance, B.P. 10000, Lomé - Togo

Téléphone : +225 40 22 00 00 / +225 40 22 00 40 / Fax : +225 32 835 45 57



E-mail : radiodauphinfm@gmail.com
Site web : www.radiodauphin.fr
Facebook: Dauphin Koupela

La trompette du développement de proximité

DAUPHIN f.m.

90.6 f.m.

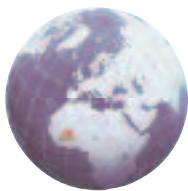
BP : 1000 KOUPELA
TÉL : 04 78 60 62
Mob : 22 78 20 00

Tel. : 77 60 74 74

70 60 74 74

78 60 74 74

CNSS N° employeur: 12565208 RADIO DAUPHIN
 N° - CP : folio 13 000 Coris : 026024624101 45
 BOA : 005096440005 53



**MINISTÈRE DES MINES
ET DES CARRIERES**

BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES
FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT**

ARRÊTE INTERMINISTERIEL
N°2019-
MMC/MINEFID/MATDSI
portant répartition du Fonds Minier de
Développement Local

**MINISTÈRE DE L'ADMINISTRATION
TERRITORIALE, DE LA
DECENTRALISATION ET DE LA
COHÉSION SOCIALE**

LE MINISTRE DES MINES ET DES CARRIERES,

LE MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DU DÉVELOPPEMENT,

LE MINISTRE D'ETAT, MINISTRE DE L'ADMINISTRATION TERRITORIALE,
DE LA DÉCENTRALISATION ET DE LA COHÉSION SOCIALE,

- Vu la Constitution ;

 Vu le décret n°2019-0004/PRES du 21 janvier 2019 portant nomination du Premier Ministre ;
 Vu le décret n°2019-0042/PRES/PM du 24 janvier 2019 portant composition du Gouvernement ;
 Vu le décret n°2019-0139/PRES/PM/MINEFID du 28 février 2019 portant attributions des membres du Gouvernement ;
 Vu le décret n°2017-0221/PRES/PM/MINEFID du 24 avril 2017 portant organisation du Ministère des Mines et des Carrières ;
 Vu le décret n°2016-181/PRES/PM/MINEFID du 10 mai 2016 portant organisation du Ministère de l'Économie, des Finances et du Développement ;
 Vu le décret n°2016-1084/PRES/PM/MATDSI du 27 novembre 2016 portant organisation du Ministère de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale ;
 Vu la loi n°036-2015/CNT du 26 juin 2015 portant Code minier du Burkina Faso ;
 Vu le décret n°2017-0024/PRES/PM/MEMC/MINEFID/MATDSI du 23 janvier 2017 portant organisation, fonctionnement et modalités de perception du fonds minier de développement local ;
 Vu l'arrêté interministériel n°17-027/MMC/MINEFID/MATDSI du 29 décembre 2017 portant création, composition, attributions et fonctionnement du comité national de suivi de la collecte, de la répartition et de l'utilisation du Fonds minier de développement local ;

Vu l'arrêté n°2019-032/MMC/CAB du 02 mai 2019 portant nomination des membres du Comité National de suivi de la collecte, de la répartition et de l'utilisation du Fond minier de développement local ;

Vu le procès-verbal de la première session ordinaire du CNS/FMDL tenue du 02 au 31 juillet 2019 ;

Vu le rapport du 1^{er} semestre 2019 sur l'état de la collecte, de la répartition et de l'utilisation du Fonds minier de développement local au titre des années 2017 et 2018 ;

ARRETENT

ARTICLE 1 :

Le présent arrêté porte sur la répartition des ressources collectées dans le cadre du fonds minier de développement local.

ARTICLE 2 :

Les ressources collectées au titre du fonds minier de développement local s'élèvent à **onze milliards sept cent soixante millions huit cent quarante-un mille six cent six (11 760 841 606) FCFA**. Ces ressources proviennent des contributions de l'Etat, des titulaires des permis d'exploitation de mines et des bénéficiaires d'autorisations d'exploitation industrielle de substances de carrières. Elles concernent une partie des contributions des années 2017 et 2018.

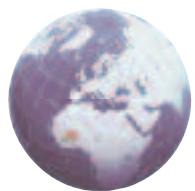
Les bénéficiaires sont toutes les communes et toutes les régions du Burkina Faso.

Ces ressources sont destinées au financement des plans régionaux et communaux de développement.

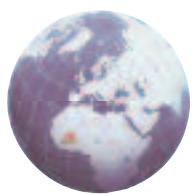
ARTICLE 3 :

En application des dispositions de l'article 7 du décret n°2017-0024/PRES/PM/MEMC/MINEFID/MATDSI du 23 janvier 2017 portant organisation, fonctionnement et modalités de perception du fonds minier de développement local, les ressources dudit fonds sont reparties aux communes et aux régions du Burkina Faso au titre du versement du premier semestre 2019, selon le tableau suivant :

N° D'OR DRE	RÉGIONS - COMMUNES	FMDL 1% ET 2% PAR PROJETS MINIERS													TOTAL		
		BURKINA MINING COMPANY (BMC)	ISSA GOLD SA	ESSAKANE SA	HOUNKE GOLD OPERATION SA	MANTOU MINING BURKINA FASO SA	MIRANA MINING COMPANY NMC	RIVERSTON E KARMA SA	REGOLD SAU SA	SENAFO BURKINA FASO SA	SENAFO BOUNGOU SA	SOMITA SA	Permis d'exploitat ion minier et Autorisation d'exploitat ion minier traditionnel	Autorisation d'exploitat ion minier de carrière	KORET RESSOUR CES AFRIQUE SA	SMB	
1	BOUCLE DU MOUHOUN	4 017 259	17 200 239	31 583 957	12 998 838	8 261 178	3 192 357	6 375 105	120 758	138 611	4 389 628	4 617 977	289 390	377 621	0	0	351 535 919
1	BAGASSI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	166 285	29 935	487 736	514 842	32 154 32 154	41 958 41 958	0	0	205 936 123
2	BALAVE	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	6 738 420	487 736	514 842	32 154 32 154	41 958 41 958	0	0	22 387 834
3	BANA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	29 935	487 736	514 842	32 154 32 154	41 958 41 958	0	0	44 922 349
4	BARANI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	6 738 420	487 736	514 842	32 154 32 154	41 958 41 958	0	0	22 387 834
5	BONDOKUI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	6 738 420	487 736	514 842	32 154 32 154	41 958 41 958	0	0	22 387 834
6	BOMBOROK UY	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	6 738 420	487 736	514 842	32 154 32 154	41 958 41 958	0	0	22 387 834
7	BOROMO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	6 738 420	487 736	514 842	32 154 32 154	41 958 41 958	0	0	22 387 834
8	BOURASSO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	6 738 420	487 736	514 842	32 154 32 154	41 958 41 958	0	0	22 387 834
9	DÉDOUGOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	6 738 420	487 736	514 842	32 154 32 154	41 958 41 958	0	0	22 387 834
10	DJIBASSO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	6 738 420	487 736	514 842	32 154 32 154	41 958 41 958	0	0	22 387 834



11	DI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
12	DOKUY	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
13	DOUMBALA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
14	DOUROUILA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
15	FARA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
16	GASSAN	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
17	GOMBORO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
18	GOSSINA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
19	KASSOUM	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
20	KIEMBARA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
21	KOMBORI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
22	KONA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	272	487	514	32 154	41 958	0	0	44 922 349
23	KOUGNY	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
24	KOUKA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
25	LANFIERA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
26	LANKOUE	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
27	MADOUBA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
28	NOUNA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
29	OURI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
30	OUARKOYE	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
31	PÅ	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
32	POMPOÏ	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	272	487	514	32 154	41 958	0	0	44 922 349
33	POURA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
34	SAFANÉ	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	272	487	514	32 154	41 958	0	0	44 922 349
35	SAMI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
36	SANABA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
37	SIBY	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
38	SONO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
39	SOLENZO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
40	TCHÉRIBA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
41	TANSILA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
42	TOMA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
43	TOUGAN	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834
44	TOENI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	5 221	6 738	487	514	32 154	41 958	0	0	22 387 834



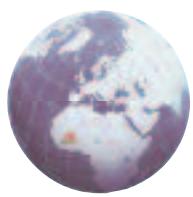
annonces

10

45	YABA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	6 738 420	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	22 387 834	
46	YAHÔ	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	272 935	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	44 922 349	
47	YÉ	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	5 221 511	6 738 420	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	22 387 834	
	CASCADES	4 017 259	17 200 239	31 583 957	12 998 838	8 261 178	3 192 357	6 375 105	10 007	11 511	4 389 468	4 617 628	289 977	377 390	621	0	0	114 822 914
1	BANFORA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
2	BÉRÉGADOU GOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
3	DAKÔRÔ	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
4	DOUNA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
5	KANKALABA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
6	LOUMANA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
7	MANGODAR A	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
8	MOUSSODO UGOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
9	NIANGOLOK O	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
10	NIANKÔRÔD OUGOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
11	OUELENI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
12	OUÔ	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
13	SIDÉRADOU GOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
14	SINDOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
15	SOUBAKANI EDOUGOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
16	TIËFORA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
17	WONLONKO TO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
	CENTRE	4 017 259	17 200 239	31 583 957	12 998 838	8 261 178	3 192 357	6 375 105	10 007	11 511	4 389 468	4 617 628	289 977	377 390	621	0	0	114 822 914
1	KOMKI-IPALA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
2	KOMSILGA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
3	KOUBRI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
4	PABRE	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
5	OUAGADOU GOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
6	SAABA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
7	TANGHIN-DASSOURI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248	
	CENTRE-EST	48 207 112	17 200 239	31 583 957	12 998 838	8 261 178	3 192 357	6 375 105	10 007	11 511	4 389 468	4 617 628	289 977	377 390	621	0	0	159 012 766
1	ANDEMEN	GA	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
2	BAGRE		3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
3	BANE		3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 9			



5	BÉGUÉDO	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
6	BITOU	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
7	BISSIGA	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
8	BOUSSOUM				1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514					
8	A	3 324 628	1 917 055	3 498 531	567	167	159	199	146	200	736	842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
9	COMIN-YANGA	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
10	DIALGAYE	3 324 628	1 917 055	3 498 531	567	167	159	199	146	200	736	842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
11	DOURTENGA	3 324 628	1 917 055	3 498 531	567	167	159	199	146	200	736	842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
12	GARANGO	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
13	GOUNGHIN	3 324 628	1 917 055	3 498 531	567	167	159	199	146	200	736	842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
14	KANDO	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
15	KOMTOËGA	3 324 628	1 917 055	3 498 531	567	167	159	199	146	200	736	842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
16	KOUPÈLA	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
17	LALGAYE	3 324 628	1 917 055	3 498 531	567	167	159	199	146	200	736	842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
18	NIAOGHO	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
19	OUARGAYE	3 324 628	1 917 055	3 498 531	567	167	159	199	146	200	736	842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
20	POUYTENGA	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
21	SANGHA	3 324 628	1 917 055	3 498 531	567	167	159	199	146	200	736	842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
22	SOUDOUGUI	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
23	TENKODOG	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
24	TENSOBENT	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
25	YARGATENG	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
26	YARGO	3 324 628	1 917 055	3 498 531	567	167	159	199	146	200	736	842	32 154	41 958	0	0	15 850 343
27	YONDÉ	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
28	ZABRÉ	62 707 112	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	75 232 826
29	ZOAGA	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
30	ZONSE	3 324 628	1 917 055	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	15 850 343
	CENTRE-NORD	4 017 259	206 402 870	31 583 957	12 998 8261 838 3192 357	950 167 159 199	346 178 357 105	717 146 146 146	1 185 146 146 146	1 363 200 200 200	487 4389 468 2031	514 398 628 289	32 154 390 876 377	41 958 621 0 0	0	0	324 806 443
1	BARSALOGH	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	2 031					29 088 491
2	BOALA	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	2 031					29 088 491
3	BOULSA	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	2 031					29 088 491
4	BOUROUM	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	2 031					29 088 491
5	BOURZANGA	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	2 031					29 088 491
6	BOUSSOUM	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	2 031					29 088 491
7	DABLO	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	2 031					29 088 491
8	DARGO	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471	950	346	717	1 185	1 363	487	2 031					29 088 491

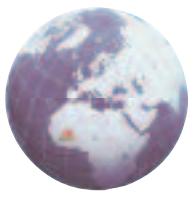


9	GUIBARÉ	450 534	68 800 957	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	81 377 218
10	KAYA	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
11	KONGOUSSI	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
12	KORSIMORO	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
13	MANÉ	450 534	68 800 957	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	81 377 218
14	NAGBINGOU	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	10 550		32 154	41 958	0	0	37 216 131
15	NAMISSIGUI MA	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
16	NASSÉRÉ	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
17	PENSA	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
18	PIBAORÉ	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
19	PISSILA	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
20	ROLLO	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
21	ROUKÔ	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
22	SABSÉ	450 534	68 800 957	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	81 377 218
23	TIKARÉ	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
24	TOUGOURI	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	10 550		32 154	41 958	0	0	37 216 131
25	YALGO	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	10 550		32 154	41 958	0	0	37 216 131
26	ZEGUEDEGU IN	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
27	ZIGA	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
28	ZIMTANGA	450 534	16 512 230	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	2 031 910		32 154	41 958	0	0	29 088 491
CENTRE-OUEST		4 017 259	17 200 239		99 31 583 957	12 998 838	134 138	3 192 357	6 375 105	007 897	511 468	4 389 628	4 617 977	289 390	377 621	0	0	205 695 874
1	BAKATA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
2	BIEHA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
3	BINGO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
4	BOUGNOUN OU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
5	BOURA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
6	IMASGO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
7	DALO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
8	DASSA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
9	DIDYR	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
10	GAO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
11	GODYR	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	5 507 452	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842		32 154	41 958	0	0	17 533 533
12	CASSOU	450 534																



13	KINDI	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
14	KOKOLOGO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
15	KORDIE	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
16	KOUDOUGO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
17	KYON	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	174 093 150
18	LEO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
19	NANORO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
20	NIABOURI	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
21	NANDIALA	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
22	NEBIEULANA	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
23	YOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
24	PEIA	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
25	POA	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
26	POUNI	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
27	RAMONGO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
28	RÉO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	174 093 150
29	SABOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
30	SAPOLUY	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
31	SIGLE	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
32	SILLY	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
33	SOAW	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
34	SOURGOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
35	TÉNADO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
36	THYOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
37	TÔ	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
38	ZAMO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
	ZAWARA	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	5 507	346	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	17 533 533
	CENTRE-SUD	4 017 259	17 200 239	31 583 957	12 998	8 261	38 308	6 375	10	11	4 389	4 617	289	377	0	0	149 938 843
1	BÉRÉ	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	950	4 256	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	16 886 565
2	BINDÉ	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	950	4 256	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	16 886 565
3	DOLOUGO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	950	4 256	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	16 886 565
4	GAONGO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	950	4 256	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	16 886 565
5	GOGO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	950	4 256	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	16 886 565
6	GOMBOUSS	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	950	4 256	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	16 886 565
7	OUGOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	950	52 808	717	1 185	1 363	487	514	32 154	41 958	0	0	65 438 375
	GUIARO	450 534	1 917 055	3 498 531	1471	950	286	199	146	200	736	842	32 154	41 958	0	0	

Suite à la page 20



Economic Community
Of West African States



Communauté Economique
Des Etats de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL

WAPP North Core Project / Projet WAPP Dorsale Nord

Avis de Préqualification

Avis n° : PQ/EPC-TL/WAPP-NC/BAD #04

Pays : Multinational (Nigeria, Bénin, Burkina Faso, Niger).

Nom du projet : WAPP - North Core / Dorsale Nord, Projet Régional d'Interconnexion Electrique

Secteur : Energie

N° Projet : P-Z1-FAO-119

Financement : Prêt FAT n°5900150001801

Nom de l'Avis : Préqualification pour la réalisation clé en main (EPC) de la ligne de transport d'énergie électrique haute tension 330 kV (104 km au Niger) entre Gorou Banda et la frontière Niger/Burkina Faso

1. Le présent avis de préqualification fait suite à l'avis général de passation des marchés du projet paru dans UN Development Business en ligne sous la référence AfDB 548-04-19 du 17/04/2019 et sur le portail de la Banque (www.afdb.org).

2. Le Gouvernement du Niger a reçu un financement auprès du Fonds Africain de Développement pour couvrir le coût du **projet régional d'interconnexion électrique Nigeria – Niger – Bénin – Burkina Faso**, et entend affecter une partie du produit de ce financement aux paiements relatifs au marché de construction de la Ligne électrique 330 kV WAPP Dorsale Nord, d'environ 104 km au Niger, entre Gorou Banda et la frontière Niger/Burkina Faso.

3. L'Unité de Gestion du Projet (UGP) entend préqualifier des entrepreneurs et/ou des sociétés pour les travaux constitués en lot unique avec les principales caractéristiques ci-après :

- Ligne aérienne de transport d'énergie électrique haute tension 330 kV en double terne ;
- Pylônes de type autoportant en treillis métalliques, double terne, ayant une configuration verticale des phases avec des fondations en béton armé ;
- Deux conducteurs en faisceau par phase avec des chaînes d'isolateurs composites ;
- Deux câbles de garde dont un CGFO (Câble de Garde à Fibre Optique)

Les invitations à soumissionner sont prévues pour être lancées en Décembre 2019.

4. La préqualification se déroulera conformément aux procédures de préqualification spécifiées dans le Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque africaine de développement, édition d'octobre 2015, qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse: <http://www.afdb.org>. Elle est ouverte à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères de provenance, tels que définis dans le Cadre de passation des marchés de la Banque. Les candidats peuvent soumettre leur dossier de candidature seul ou en groupement.

5. Les candidats intéressés admissibles peuvent obtenir de plus amples renseignements et consulter le dossier de préqualification auprès de l'Unité de Gestion du Projet, No 1285 Wiki Springs Street, Maitama, Abuja, République Fédérale du Nigéria, Email: procurement@wapp-northcore.org, copie à info@wappnorthcore.org de 09h00 à 17h00, heure d'Abuja (GMT+1). Les candidats intéressés peuvent se procurer un jeu complet du dossier de préqualification en Français en faisant la demande écrite à l'adresse indiquée ci-après accompagnée de la preuve du versement d'un montant non remboursable de vingt mille (20,000) Naira. Le paiement sera effectué par virement au compte n°2710002733 ouvert à Ecobank Nigeria – Abuja au nom de West African Power Pool / North Core. Le dossier sera retiré à l'Unité de Gestion du Projet par le candidat. Cependant, il peut lui être transmis par courrier rapide ou tout autre moyen de transmission de son choix. Dans ce cas, les frais d'expédition seront à la charge du candidat et l'Unité de Gestion du Projet ne pourra être tenu responsable en cas de non réception.

6. Les dossiers de candidature pour la préqualification doivent être déposés sous enveloppe cachetée à l'adresse ci-dessous, avant le **26 Novembre 2019 à 11 heures**, heure d'Abuja (GMT+1) avec la mention « **PQ/EPC-TL/WAPP-NC/BAD#04 - Candidature de préqualification pour la Construction de la Ligne électrique 330 kV WAPP Dorsale Nord d'environ 104 km au Niger, entre Gorou Banda et la frontière Niger/Burkina Faso** »:

WAPP NORTH CORE PROJECT

Plot No 1285 Wiki Springs Street, Maitama, Abuja, République Fédérale du Nigéria

A l'Attention de Monsieur MAILELE Djibril Amadou



Financement des petits entrepreneurs

La SOFIPE devient Pan african microfinance

La Pan african microfinance (PMBF-SA) a lancé, le vendredi 27 septembre 2019 à Ouagadougou, sa nouvelle identité visuelle. Filiale du groupe Ecobank, cette institution œuvre à améliorer les conditions de vie des populations à faibles revenus au Burkina Faso.



La ministre déléguée à l'Aménagement du territoire, Pauline Zouré a lancé ...



... la nouvelle image de PMBF-SA.

La Société de financement de la petite entreprise (SOFIPE) prend désormais le nom de Pan african microfinance Burkina Faso (PMBF-SA). La nouvelle identité de la société a été dévoilée le vendredi 27 septembre 2019 à Ouagadougou, au cours d'une cérémonie placée sous le parrainage du représentant pays de l'UNCDF (Unlocking public and private finance for poor) au Burkina Faso, Hermann Messan. Le Président du conseil d'administration (PCA) de la PMBF, Moukaramou Sanou a expliqué que cette filiale est une excroissance d'Ecobank dans le domaine spécifique de la microfinance. «Au cœur du projet de création d'Ecobank, il y a une volonté inébranlable de bâtir une banque panafricaine moderne et contribuer au développement économique et à l'intégration financière du continent», a-t-il renchéri. Dans cette optique, a ajouté le PCA, son institution a trouvé nécessaire de développer une offre spécifique à destination des petites entreprises et des personnes à revenus faibles. Le directeur général de la PMBF, Cyrill Ouédraogo a fait savoir que l'ex-SOFIPE a démarré ses activités de dépôts en août

2010 et ses activités de crédit en février 2011. «A ce jour, plusieurs produits d'épargne, de crédit, de mobile money, de transfert d'argent, de services de micro-assurances, continuellement adaptés aux besoins évolutifs de la population, sont servis à sa clientèle cible. Ceux-ci sont complétés par des formations en éducation financière pour une bonne gestion des financements octroyés», a confié Cyrill Ouédraogo. A l'écouter, plus de 50 000 femmes des zones rurales ont été incluses financièrement et la dynamique va se poursuivre dans les mois à venir pour couvrir plus de villes. En huit années d'activités, a-t-il mentionné, plus de 30 milliards francs CFA de crédit ont été distribués à plus de 128 000 bénéficiaires dont 70% de femmes. Mme Binta Zio/Azoupiou est responsable de regroupement dans la ville de Léo. Elle a reconnu le soutien de la PMBF dans le développement de leurs activités.

Persévérer dans les actions

«Avant les femmes avaient les idées mais ne savaient pas comment les mettre en application. Depuis que la PMBF nous octroie des cré-

dits, les femmes arrivent à mettre en œuvre leurs idées. Grâce à la PMBF, les femmes sont financièrement indépendantes à Léo parce qu'elles payent la scolarité de leurs enfants, s'occupent de leur famille», a-t-elle témoigné. Entre autres, activités menées, Mme Zio a cité le stockage de céréales et la vente d'ignames. A ses dires, les femmes ont commencé leurs épargnes avec 250 F par jour, il y a cinq ans, mais sont aujourd'hui à 2 500 F/ jour, preuve que leurs activités prospèrent. La ministre déléguée auprès du ministre de l'Economie, des Finances et du

Développement, chargée de l'Aménagement du territoire, Pauline Zouré a salué la contribution de la PMBF à l'émergence d'une industrie de microfinance accessible au plus grand nombre de Burkinabè. «La Pan african microfinance Burkina Faso contribue, grâce à ses actions, à promouvoir la vie économique à travers les financements des braves populations de notre pays et plus particulièrement des couches vulnérables notamment, les femmes», a souligné Pauline Zouré. Pour elle, l'inclusion financière s'inscrit dans le Plan national de développement économique et social, notamment en ses axes 2 et 3. «En dépit des efforts fournis, les défis restent encore énormes car, selon l'enquête FinScope 2016, 39% de la population adulte du Burkina reste toujours financièrement exclue et seulement 18% des adultes sont bancarisés au sens strict», a laissé entendre le ministre délégué. C'est pourquoi elle a encouragé les acteurs de la microfinance à perséverer dans leurs actions de développement à la base et les a assurés de l'appui du gouvernement.

Joseph HARO



Le directeur général de la PMBF-SA, Cyrill Ouédraogo : «Notre réseau de distribution est composé de 11 agences».



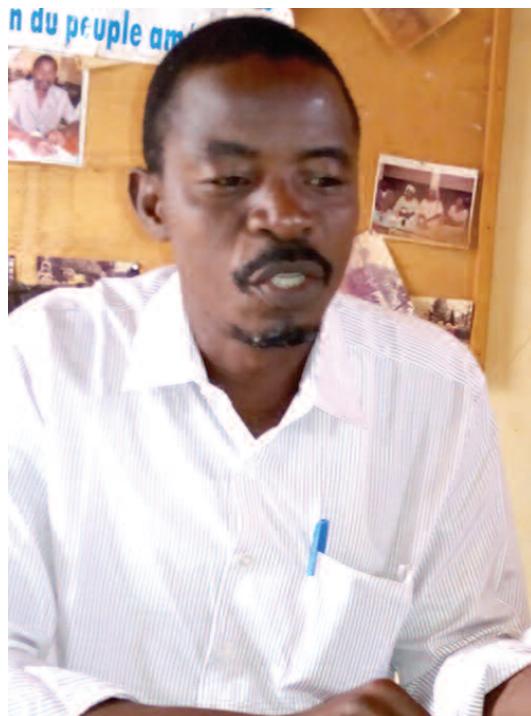
Mme Binta Zio/Azoupiou, responsable de regroupement dans la ville de Léo, a loué la contribution de la PMBF-SA dans l'épanouissement des femmes.



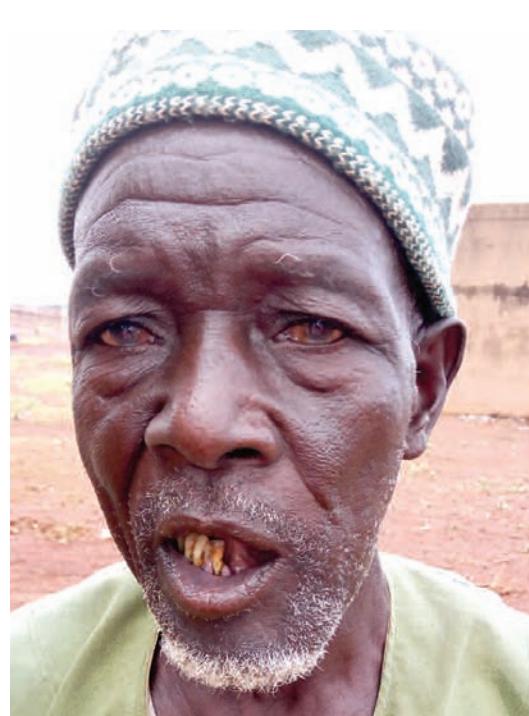
Rentrée scolaire au Centre-Nord

En attendant le relogement des déplacés internes

A l'instar des autres établissements d'enseignement publics et privés du Burkina Faso, ceux des localités de Kaya et Barsalogho ont officiellement effectué leur rentrée, le mardi 1er octobre 2019. Sidwaya a fait le tour de certaines écoles occupées par des déplacées pour constater cette effectivité.



Le directeur de l'école Kugr-Louda "A", Paul Sibiri Sawadogo : « Aucune disposition n'est prise pour libérer les salles de classe ».



Le représentant des PDI de Kugr-Louda, Sibidi Sawadogo, invite les autorités à se pencher rapidement sur leur sort.



Les parents d'élèves peinent à inscrire leurs enfants, et pour cause l'occupation des salles par les déplacés.

Il est 7h 36mn. En ce début de journée, l'enceinte des écoles primaires publiques de Kugr-Louda "A" et "C" dans la Circonscription d'éducation de base (CEB) de Kaya 3. Pendant que certains parents accompagnent leurs progénitures pour le premier jour de la rentrée des classes, d'autres déplacés sont assis devant les salles de classe. Le directeur de l'école Kugr-Louda "A", Paul Sibiri Sawadogo, peine à satisfaire les demandes de places. « Nous ne pouvons pas faire de recrutement, tant que nos salles de classe ne sont pas libérées par les Personnes déplacées internes (PDI) », clame-t-il. Ici, toutes les douze salles de classe des deux écoles sont toujours occupées par les PDI, depuis le 27 juillet dernier. « Depuis qu'ils sont là, nous n'avons pas fait grand-chose, sauf le recrutement des élèves de CPI, le 9 septembre 2019. Et, nous attendons leur départ pour faire le recrutement des autres classes », regrette M. Sawadogo. De son avis, aucune disposition n'est prise pour libérer les bâtiments. «

Jusqu'à présent, aucune autorité ne nous a dit quelque chose. Une fois que les salles sont libérées, toute la cour doit être assainie, car l'hygiène n'est pas respectée. », a déclaré le directeur Sawadogo.

La peur au ventre

Selon lui, il est difficile de débuter avant mi-octobre, en ce sens qu'aucune date n'est arrêtée pour la sortie des déplacés. De ce fait, il a exhorté les autorités compétentes à trouver des solutions "idoines", afin de ne pas empiéter sur le calendrier académique.

Karim

Ouédraogo, qui a accompagné son enfant inscrit au CP1, est obligé de rebrousser chemin. « On nous a dit de revenir lundi prochain pour la rentrée scolaire parce que les salles sont toujours occupées par des déplacés », souligne-t-il. Quant aux déplacés, ils sont dans l'inquiétude. « Ils nous avaient promis de nous reloger dans d'autres sites. Mais, jusqu'à présent, ils n'ont pas réagi », a confié Sibidi Sawadogo, ressortissant de Dibilou. A l'école Gaoua "B", c'est le même scénario qui se présente. Ici, toutes les trois salles de classe sont occupées par une centaine de déplacés.

Il est 8h31mn. Les parents d'élèves, assis sous les arbres, attendent toujours l'appel. « J'ai accompagné mes deux enfants pour la rentrée mais jusqu'à présent on nous a rien dit », confie Adama Kiemdé. En l'absence du directeur, ses collaborateurs refusent de répondre à nos préoccupations. Les déplacés sont désespérés. « C'est la peur au ventre. Nous sommes obligés de libérer les salles. Actuellement, notre seul souci est le manque de dortoirs. Alors que nous ne pouvons pas dormir dehors avec cette insécurité », a indiqué Tindaogo Bamogo, ressortis-

sante de Guen-Bila. A Barsalogho, une quinzaine d'établissements publics et privés sont aussi occupés par des PDI. Selon le bourgmestre Abdoulaye Pafarnam, le gouvernement et ses partenaires sont en train d'aménager une dizaine de sites pour reloger les PDI. Il a rassuré que la rentrée scolaire sera effective au plus tard le 15 octobre prochain dans sa commune. « Pour les établissements privés, il est prévu de réfectionner les salles de classe et les tables-bancs endommagées », a-t-il confirmé.

Emil SEGDA

Segda9emil@gmail.com



Les écoles Kugr-Louda "A" et "C"....



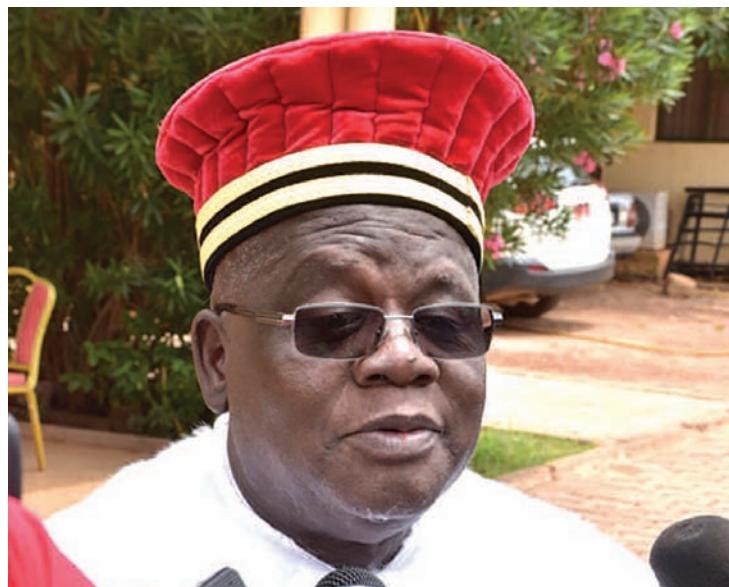
...et Gaoua "B" sont toujours occupées par des déplacés.



Rentrée judiciaire 2019

Lutter contre la dilapidation des deniers publics

Le Conseil supérieur de la magistrature a effectué sa rentrée judiciaire, le mardi 1er octobre 2019 à Ouagadougou, en présence du président du Faso, Roch Marc Christian, garant de l'indépendance de la justice.



Le premier président de la Cour des Comptes, Jean Emile Somda(milieu) : « Notre Cour des comptes n'est plus en phase avec les exigences du moment »



Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, garant de l'indépendance de la justice, a assisté à la cérémonie solennelle de rentrée.

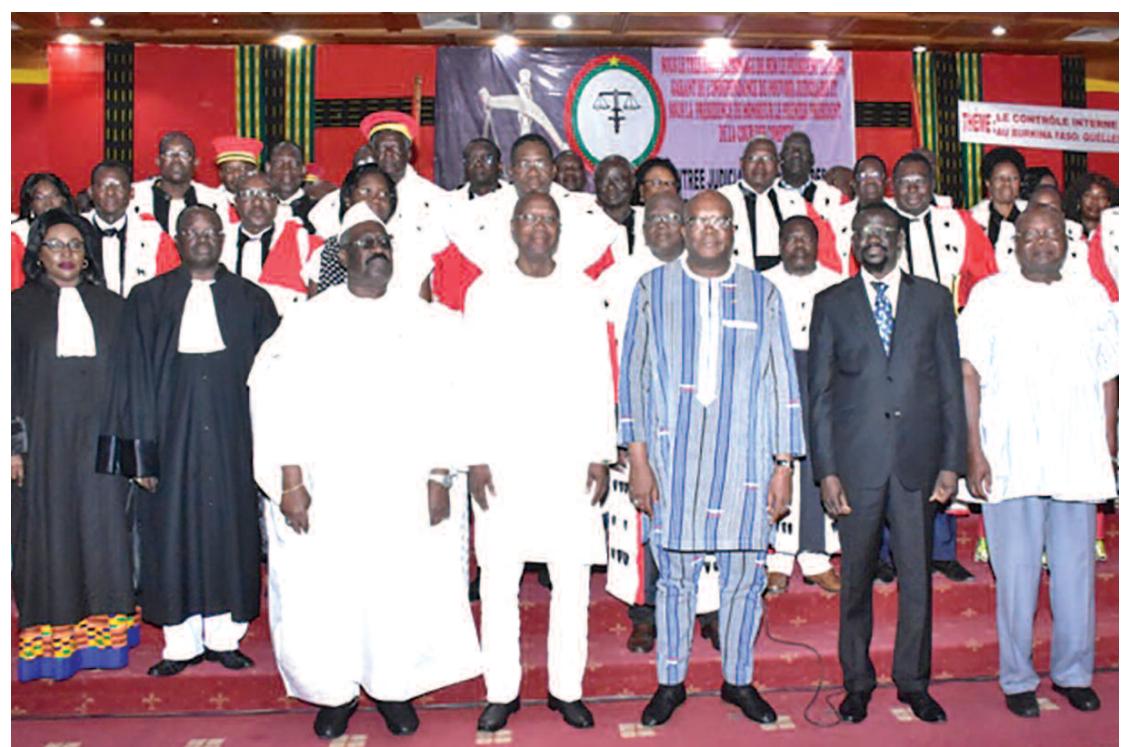
À près trois mois de vacances, les cours et tribunaux renouent avec leurs activités. L'audience solennelle marquant cette reprise s'est tenue, le mardi 1^{er} octobre 2019 dans la salle des banquets de Ouaga 2000, sous le thème : « *Le contrôle interne et externe des finances publiques au Burkina Faso : quelles contributions pour la Cour des comptes ?* » A l'occasion, l'assistance a eu droit à la présentation du rapport sur ledit thème faite par Kouthon Neri Philippe Nion, conseiller à la Cour des Comptes. D'entrée de jeu, le communicateur a indiqué que dans le domaine des finances publiques, le contrôle est un processus visant à obtenir et évaluer des éléments probants de façon objective, afin de déterminer si les informations et les conditions réelles remplissent des critères donnés. Pour accomplir cette mission, les opérations effectuées dans le cadre de l'exécution du budget de l'Etat sont soumises à un triple contrôle,

à savoir administratif, juridictionnel et parlementaire. Concernant le contrôle juridictionnel, la Cour des comptes, selon l'intervenant, fait face à des difficultés qui plombent son action au sein des administrations publiques. Ces problèmes sont en rapport avec les ressources financières, le personnel et l'exercice du contrôle. Sur le premier point, la Cour des comptes ne dispose pas de ressources financières suffisantes. « *La Cour est confrontée à de sérieuses difficultés financières qui limitent ses actions ; elle ne dispose pas de budget destiné aux missions de contrôle* », a précisé M. Nion. Aussi, a-t-il poursuivi, le budget de la Cour est arbitré par le ministère en charge de l'Economie et des Finances dont elle contrôle les opérations et juge les comptes et écritures. Toute chose qui est contraire aux dispositions de la déclaration de Lima qui prévoit que les Institutions supérieures de contrôle doivent être indépendantes des services

contrôlés afin d'accomplir leurs tâches de manière objective et efficace. S'agissant du personnel, le conseiller a révélé que leur nombre limité ne permet à pas à la juridiction de contrôler d'être opérationnelle à tous les niveaux. Pour ce faire, M. Nion dans son rapport a recommandé une réforme de la Cour à court terme en vue de lui permettre de se conformer aux standards internationaux de contrôle. Pour sa part, le premier président de la Cour des Comptes, Jean Emile Somda, est allé dans le même sens. « *Notre Cour des comptes aujourd'hui n'est plus en phase avec les exigences du moment notamment le contrôle du budget programme adopté par le gouvernement comme outil de gestion* », a-t-il déclaré. En outre, il est urgent de revoir son

statut, à savoir lui donner une autonomie de gestion devant lui rendre plus dynamique et efficace dans ses interventions. Le président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré, garant de l'indépendance du pouvoir judiciaire, a salué la tenue de cette rentrée et l'importance du thème de la réflexion. « *Le thème est d'une pertinence avérée et les analyses qui ont été faites ont montré également des faiblesses à divers niveaux. Nous avons écouté avec beaucoup d'attention les préoccupations soulevées par la Cour et les recommandations formulées pour un contrôle de qualité dans la gestion des deniers publics* », a dit le chef de l'Etat. Il a ajouté : « *Nos ressources sont limitées mais néanmoins nous allons examiner les propositions et faire des efforts, de sorte que nous puissions augmenter progressivement le budget de la Cour* ».

Beyon Romain NEBIE
nbeyonromain@yahoo.fr



Le monde judiciaire va se pencher sur le contrôle des finances publiques.



Routes nationales 1 et 7

Normalisation des ralentisseurs hors normes

L'Office national de la sécurité routière (ONASER) a lancé, le vendredi 27 septembre 2019, dans la commune rurale de Tanghin-Dassouri, située à la sortie Ouest de Ouagadougou, une opération de normalisation des ralentisseurs hors normes à travers leur démolition et la construction de bandes rugueuses (avertisseurs sonores) en remplacement.



Les autorités du ministère en charge de la sécurité routière ont donné le top de départ de la destruction des ralentisseurs hors norme.

À l'aide d'une perforeuse, le secrétaire général du ministère des Transports, de la Mobilité urbaine et de la Sécurité routière, Zakaria Soré, a démolie dans la matinée du vendredi 27 septembre 2019, une partie d'un ralentisseur hors norme érigé sur la Route nationale n°1 (RN1) à Yimdi, un village de la commune rurale de Tanghin-Dassouri à la sortie Ouest de Ouagadougou. Il a ainsi donné le top de départ d'une opération de normalisation de ralentisseurs «sauvages» à travers leur démolition et la construction de bandes rugueuses (avertisseurs sonores) en remplacement. Cette opération qui fait suite à celle menée en 2018 sur la RN3 s'attellera à détruire d'abord les 125 «gendarmes couchés» répertoriés sur les RN 1 et 7 c'est-à-dire l'axe Ouagadougou-Bobo-Dioulasso-Banfora-Frontière de la Côte d'Ivoire, selon le directeur général de l'Office national de la sécurité routière, Adama Kouraogo avant de s'étendre aux autres routes bitumées du pays. A terme, fai du DG, ce sont 1061 ralentisseurs sauvages listés qui seront démolis et remplacés par des avertisseurs sonores pour un

budget estimé à 530 millions F CFA. En accompagnement de cette activité, M. Kouraogo a annoncé qu'il y aura des émissions radiophoniques et des spots télé sur la sécurité routière, une caravane de sensibilisation sur des thématiques relatives à la préservation du réseau routier auprès des riverains des deux routes nationales, des implantations de panneaux de signalisation de limitation de vitesse à 50 km/h aux entrées et sorties des agglomérations. «Nous allons aussi renforcer les équipes de contrôles avec à l'appui des radars afin de réprimer

les excès de vitesse sur les RN 1 et 7», a-t-il fait savoir.

Faire preuve de responsabilité sur les routes

Il a soutenu que sa structure ne badinera pas au regard des statiques «alarmantes». «En 2018, les ralentisseurs sauvages ont causé 188 accidents au cours desquels 261 personnes ont été blessées et 47 tuées sur les RN 1 et 7», a-t-il déploré. De ce fait, M. Soré s'est réjoui du lancement de l'opération qui contribuera à améliorer la sécurité routière et fluidifier



Le secrétaire général du ministère en charge des transports, Zakaria Soré a invité les conducteurs à respecter le code de la route.

le trafic routier. «Cela aidera également à développer notre économie mais aussi celle de pays comme le Mali et le Niger dont le fret transite par le Burkina Faso», a-t-il ajouté. Toutefois, il a souligné que les ralentisseurs hors normes ont été construits par l'Etat, les collectivités territoriales ou les populations au regard des excès de vitesse des usagers de la route et des conséquences qui en découlent. «Nous devons donc changer notre rapport à la route et faire preuve de responsabilité dans la circulation», a-t-il préconisé. Il a donc invité tous les acteurs

du transport, les autorités administratives, coutumières et religieuses à s'impliquer pour la réussite de l'opération et l'amélioration de la sécurité routière. Son appel a été entendu par les transporteurs. Leur représentant Bonaventure Kéré a soutenu que les acteurs du transport joueront leur partition. Il s'est réjoui de la démolition des ralentisseurs hors normes qui, en plus des accidents, allongent entre autres, à ses dires, le temps des trajets et abîment les véhicules.

✉ Eliane SOME
elianesome4@gmail.com



Le directeur général de l'ONASER, Adama Kouraogo : «L'opération de 2018 a permis de détruire 213 ralentisseurs hors normes sur la RN3».



Ce sont au total 1061 ralentisseurs «sauvages» répertoriés qui seront démolis sur les routes bitumées du pays.



Economic Community
Of West African States



Communauté Economique
Des États de l'Afrique de l'Ouest

WEST AFRICAN POWER POOL

WAPP North Core Project / Projet WAPP Dorsale Nord

Avis de Préqualification

Avis n° : PQ/EPC-SS/WAPP-NC/BAD #05

Pays : Multinational (Nigeria, Bénin, Burkina Faso, Niger).

Nom du projet : WAPP - North Core / Dorsale Nord, Projet Régional d'Interconnexion Electrique

Secteur : Energie

N° Projet : P-Z1-FAO-146

Financement : Prêt FAD n°2100150038699 et Don FAD n°2100155036219

Nom de l'Avis : Préqualification pour la construction clé en mains (EPC) du Poste de Transformation Électrique 330/225/90/33 kV Ouaga-Est.

1. Le présent avis de préqualification fait suite à l'avis général de passation des marchés du projet paru dans Development Business en ligne sous la référence AfDB 548-04-19 du 17/04/2019 et sur le portail de la Banque Africaine de Développement (www.afdb.org).

2. Le Gouvernement du Burkina Faso a reçu un financement auprès du Fonds africain de développement pour couvrir le coût du **projet multinational d'interconnexion électrique : Nigeria – Niger – Bénin – Burkina Faso**, et entend affecter une partie du produit de ce financement aux paiements relatifs au marché pour la Construction du Poste de Transformation Électrique 330/225/90/33 kV Ouaga-Est..

3. L'Unité de Gestion du Projet entend préqualifier des entrepreneurs et/ou des sociétés pour les travaux constitués en un lot unique ayant les principales caractéristiques ci-après :

- Construction à Ouagadougou (Burkina Faso) d'un poste à jeu de barres double (330/225/90 kV) isolé dans l'air (AIS) avec un jeu de barres de transfert (330 kV) ;
- Installation de trois transformateurs 330/225 kV de 150 MVA chacun ; de deux transformateurs 225/90 kV de 100 MVA chacun et de deux transformateurs 90/33 kV de 50 MVA chacun.

Les invitations à soumissionner sont prévues pour être lancées en Décembre 2019

4. La préqualification se déroulera conformément aux procédures de préqualification spécifiées dans le Cadre de passation des marchés pour les opérations financées par le Groupe de la Banque africaine de développement, édition d'octobre 2015, qui est disponible sur le site web de la Banque à l'adresse: <http://www.afdb.org>. Elle est ouverte à tous les soumissionnaires des pays qui répondent aux critères de provenance, tels que définis dans le Cadre de passation des marchés de la Banque. Les candidats peuvent soumettre leur dossier de candidature seul ou en groupement.

5. Les candidats intéressés admissibles peuvent obtenir de plus amples renseignements et consulter le dossier de préqualification auprès de l'Unité de Gestion du Projet, No 1285 Wiki Springs Street, Maitama, Abuja, République Fédérale du Nigéria, Email: procurement@wapp-northcore.org, copie à info@wappnorthcore.org de 09h00 à 17h00, heure d'Abuja (GMT+1). Les candidats intéressés peuvent se procurer un jeu complet du dossier de préqualification en Français en faisant la demande écrite à l'adresse indiquée ci-après accompagnée de la preuve du versement d'un montant non remboursable de vingt mille (20,000) Naira. Le paiement sera effectué par virement au compte n°2710002733 ouvert à Ecobank Nigeria – Abuja au nom de West African Power Pool / North Core. Le dossier sera retiré à l'Unité de Gestion du Projet par le candidat. Cependant, il peut lui être transmis par courrier rapide ou tout autre moyen de transmission de son choix. Dans ce cas, les frais d'expédition seront à la charge du candidat et l'Unité de Gestion du Projet ne pourra être tenu responsable en cas de non réception.

6. Les dossiers de candidature pour la préqualification doivent être déposés sous enveloppe cachetée à l'adresse ci-dessous, avant le **26 Novembre 2019 à 11 heures**, heure d'Abuja (GMT+1) avec la mention « **PQ/EPC-SS/WAPP-NC/BAD #05-Candidature de préqualification pour la construction du Poste de Transformation Électrique 330/225/90/33 kV Ouaga-Est, WAPP Dorsale Nord** » :

WAPP NORTH CORE PROJECT

Plot No 1285 Wiki Springs Street, Maitama, Abuja, République Fédérale du Nigéria
A l'Attention de Monsieur MAILELE Djibril Amadou

ANNONCES

20

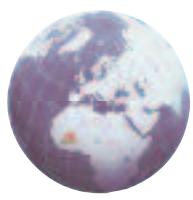


Suite de la page 13

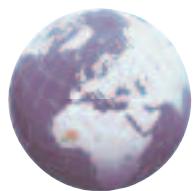
8	GUIBA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
9	IPELCE	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
10	KAYAO	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
11	KOMBISSIRI	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
12	MANGA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
13	NOBÉRÉ	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
14	PO	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
15	SAPONE	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
16	TIÉBÉLÉ	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
17	TOECE	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
18	ZECO	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
19	ZIOU	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	4 256 476	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	16 886 565	
															0	0	-	
	EST	4 017 259	17 200 239		12 998 838	8 261 178	3 192 357	6 375 105	10 007	11 511	52 675	25 398	289 876	377 390	621 621	0	0	183 889 719
1	BARTIEBOU GOU	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
2	BILANGA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
3	BOGANDÉ	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
4	BOTOU	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
5	DIABO	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
6	DIAPANGOU	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
7	DIAPAGA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
8	FADA-NGOURMA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
9	FOUTOURI	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
10	GAYÉRI	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
11	KANTCHARI	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
12	KOALA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	26 185 184	
13	KOMPIENGA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
14	LIPTOUGOU	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
15	LOGOBOU	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
16	MADJOARI	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
17	MANI	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	26 185 184	
18	MATIAKOALI	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
19	NAMOUND U	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	4 051 964	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544	
20	PAMA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567</													



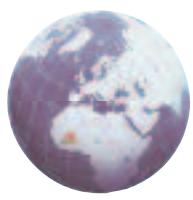
21	PARTIAGA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 660	065 910	2 031 910	32 154	41 958	0	0	301 071 240
22	PIÉLA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 660	065 910	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544
23	THION	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 660	065 910	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544
24	TAMBAGA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 660	065 910	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544
25	TANSARGA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 660	065 910	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544
26	TIBGA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 660	065 910	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544
27	YAMBA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 660	065 910	2 031 910	32 154	41 958	0	0	18 057 544
																0	0	-
	HAUTS-BASSINS	4 017 259	17 200 239	31 583 957	155 986 050	8 261 178	3 192 357	6 375 105	10 007	511 468	4 389 628	4 617 977	289 390	377 621	0	0	257 810 126	
1	BAMA	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
2	BANZON	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
3	BEKUY	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
4	BEREBA	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
5	BOBO-DIOULASSO	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
6	BONI	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
7	DANDÉ	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
8	DJIGOUERA	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
9	FARAMANA	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
10	FÔ	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
11	FOUNZAN	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
12	HOUNDÉ	450 534	1 917 055	3 498 531	177 566	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	189 070 753	
13	KANGALA	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
14	KARANGASS O-SAMBLA	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
15	KARANGASS O-VIGUÉ	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
16	KAYAN	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
17	KOLOKO	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
18	KOTI	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
19	KOUMBIA	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
20	KOUNDOUG OU	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
21	KOUROUMA	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
22	KOURIGNON	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
23	LÈNA	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	
24	MOROLABA	450 534	1 917 055	3 498 531	9 749 128	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	287 736	514 842	32 154	41 958	0	0	21 253 810	



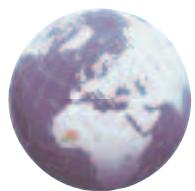
25	NDOROLA	450 534	1917 055	3 498 531	9 749	950	346	717	1 185	1 363	487	514			0	0	21 253 810
26	ORODARA	450 534	1917 055	3 498 531	9 749	950	346	717	1 185	1 363	487	514			0	0	21 253 810
27	PADEMA	450 534	1917 055	3 498 531	9 749	950	346	717	1 185	1 363	487	514			0	0	21 253 810
28	PÉNI	450 534	1917 055	3 498 531	9 749	950	346	717	1 185	1 363	487	514			0	0	21 253 810
29	SAMOGOHIR I	450 534	1917 055	3 498 531	9 749	950	346	717	1 185	1 363	487	514			0	0	21 253 810
30	SAMOROGO UAN	450 534	1917 055	3 498 531	9 749	950	346	717	1 185	1 363	487	514			0	0	21 253 810
31	SATIRI	450 534	1917 055	3 498 531	9 749	950	346	717	1 185	1 363	487	514			0	0	21 253 810
32	SINDO	450 534	1917 055	3 498 531	9 749	950	346	717	1 185	1 363	487	514			0	0	21 253 810
33	TOUSSIANA	450 534	1917 055	3 498 531	9 749	950	346	717	1 185	1 363	487	514			0	0	21 253 810
															0	0	-
	NORD	4 017 259	17 200 239	31 583 957	12 998 838	8 261 178	3 192 357	76 501 263	10 007 897	11 511 468	4 389 628	4 617 977	289 390	377 621	0	0	184 949 071
1	ARBOLLÉ	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
2	BAGARE	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
3	BANH	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
4	BARGA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
5	BASSI	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
6	BOKEN	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
7	BOUSSOU	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
8	GOMPONSO M	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
9	GORCY	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
10	KALSAKA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
11	KAIN	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
12	KIRSI	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998
13	KOSSOUKA	450 534	1917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842			0	0	17 534 998



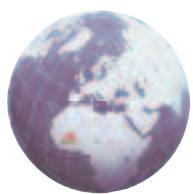
14	KOUMBRI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
15	LÂ-TODIN	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
16	LEBA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
17	NAMISSIGUI MA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	56 012 393	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	68 271 442
18	OUAHIGOUY A	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
19	OUINDIGUI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
20	OLA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	56 012 393	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	68 271 442
21	PILIMPIKOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
22	RAMBO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
23	SAMBA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
24	SENGUÈNÈG A	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
25	SOLE	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
26	TANGAYE	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
27	THIOU	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
28	TITAO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
29	TOUGO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
30	YAKO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
31	ZOGORÉ	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	5 275 949	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	17 534 998
															0	0	-
	PLATEAU-CENTRAL	4 017 259	17 200 239	31 583 957	12 998 838	8 261 178	3 192 357	6 375 105	10 007	11 511	4 389 468	4 617 628	289 977	377 390	621 0	0	114 822 914
1	ABSOUYA	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
2	BOUDRI	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
3	BOUSSÉ	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
4	DAPELGO	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248



5	KOGHO	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
6	LAYE	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
7	LOUMBILA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
8	MÉGUÉ	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
9	MÔGTÉDO	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
10	NAGREONG O	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
11	NIOU	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
12	OUROU- MANEGA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
13	SAOLGO	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
14	SOUROUGO UBILA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
15	TOËGUEN	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
16	ZAM	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
17	ZINIARÉ	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
18	ZITENGA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
19	ZORGHO	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
20	ZOUNGOU	450 534	1917 055	3 498 531	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
															0	0	-
	SAHEL	4 017 259	17 200 239	379 007 478	12 998 838	8 261 178	3 192 357	6 375 105	10 007	11 511	4 389 468	4 617 977	289 390	377 621	0	0	462 246 435
1	ARBINDA	450 534	1917 055	31 583 957	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
2	BANI	450 534	1917 055	31 583 957	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
3	BARABOULÉ	450 534	1917 055	31 583 957	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
4	BOUNDORÉ	450 534	1917 055	31 583 957	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
5	DEOU	450 534	1917 055	31 583 957	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
6	DIGUEL	450 534	1917 055	31 583 957	1471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674



7	DJIBO	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
8	DORI	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
9	FALAGOUNT OU	450 534	1 917 055	277 003 739	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	286 481 456
10	GORGADJI	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
11	GOROM- GOROM	450 534	1 917 055	277 003 739	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	286 481 456
12	KELBO	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
13	KOUTOUGO U	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
14	MANSILA	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
15	MARKOYE	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
16	NASSOUMB OU	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
17	OURSI	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
18	POBÉ- MENGAO	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
19	SAMPELGA	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
20	SEBBA	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
21	SEYTENGA	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
22	SOLHAN	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
23	TANKOUGO UNADIÉ	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
24	TIN-AKOFF	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
25	TITABÈ	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
26	TONGOMAY EL	450 534	1 917 055	31 583 957	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	41 061 674
															0	0	-
	SUD-OUEST		17 200 239		12 998 838	8261 178	3192 357	6 375 105	10 007 897	11 511 468	4 389 628	4 617 977	289 390	377 621	0	0	114 822 914
1	BATIÉ	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
2	BOUROUM- BOUROUM	450 534	1 917 055	3 498 531	1 471 567	950 167	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248



annonces

26

3	BOUSSÉRA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
4	BOUSSOU-KOULA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
5	DANO	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
6	DIÉBOUGOU	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
7	DISSIHN	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
8	DJIGOUÈ	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
9	DOLO	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
10	GADUA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
11	GBOMBLOR A	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
12	BONDJIGUI	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
13	GUÉGUÉRÉ	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
14	IOLÖNIÖRÖ	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
15	KAMPTI	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
16	KOPER	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
17	KPUÉRÉ	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
18	LEGMOIN	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
19	LOROPÉNI	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
20	MALBA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
21	MIDEBDO	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
22	NAKO	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
23	NIEGO	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
24	OUESSA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
25	ORONKUA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
26	PERIGBAN	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
27	TIANKOURA	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
28	ZAMBO	450 534	1917 055	3 498 531	1471 557	950 157	346 159	717 199	1 185 146	1 363 200	487 736	514 842	32 154	41 958	0	0	12 976 248
TOTAL GENERAL																11 760 841 606	


ARTICLE 5 :

Le Secrétariat Général du Ministère des Mines et des Carrières, le Secrétaire Général du Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement et le Secrétaire Général du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 16 SEP 2019



Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement



Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale



INTERNATIONAL BUSINESS BANK

AVIS A NOTRE AIMABLE CLIENTELE

IB bank informe son aimable clientèle qu'en raison de la mise en production de son nouveau Système d'Information Bancaire, **les guichets et les GAB de la banque seront fermés le vendredi 04 Octobre 2019 à partir de 14h00, jusqu'au dimanche 06 Octobre 2019.**

La réouverture interviendra à partir du lundi 07 Octobre 2019 suivant les horaires habituels de service.

La Direction Générale s'excuse par avance des désagréments que cette limitation temporaire des services pourrait occasionner.

IB bank, partenaire de votre succès.



AGENCE NATIONALE POUR L'EMPLOI
REGION DU CENTRE-EST

DIRECTION REGIONALE DU CENTRE-EST

Tel : 24 71 04 02



BURKINA FASO

UNITE- PROGRES- JUSTICE

Tenkodogo le 19 septembre 2019

AVIS DE RECRUTEMENT

L'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) du Centre-Est recherche **dix-sept (17) Techniciens Communaux en Eau et Assainissement (TCEA)** au profit de dix-sept (17) Communes dans le cadre du projet « Assainissement durable et inclusif dans 24 communes rurales de la région du Centre-est du Burkina Faso » financé par l'Union Européenne. La liste et le nombre de postes sont indiqués ci-dessous :

Liste de communes et nombre de postes à pourvoir

PROVINCES	COMMUNES	NOMBRE DE POSTES
KOURITENGA	ANDEMTENGA	1
	OUNGHIN	1
	YARGO	1
	TENSOBENTENGA	1
	KANDO	1
	BASKOURE	1
	DIALGAYE	1
BOULGOU	BAGRE	1
	BANE	1
	KOMTOEGA	1
	BEGUEDO	1
	BOUSSOUMA	1
	NIAOGHO	1
	ZABRE	1
KOULPELGO	ZOAGA	1
	DOURTENGA	1
	SANGHA	1
TOTAL		17

CONDITIONS A REMPLIR

- Être de nationalité burkinabè ;
- Être âgé(e) de dix-huit (18) ans au moins et de trente-sept (37) ans au plus au 31 décembre 2019 ;
- Être titulaire du BEPC ou de tout diplôme équivalent ;
- Maitriser obligatoirement la langue majoritairement parlée dans la localité ;
- Être disposé à établir sa résidence dans le chef de la commune ;
- Accepter travailler sous pression et en équipe ;
- Être apte à effectuer des déplacements très fréquents à moto dans les villages de la commune ;
- Avoir une expérience de travail en animation (ATPC – IEC- SARAR) surtout dans le domaine de l'eau et de l'assainissement serait un atout.

TACHES ET RESPONSABILITES

Le Technicien Communal Eau et Assainissement constitue le référent de la commune pour les questions relatives aux services d'Eau, d'hygiène et d'assainissement des déchets solides, liquides et gazeux (eaux usées, excréta, ordures ménagères, eaux pluviales, déchets industriels et biomédicaux) pour l'ensemble du territoire communal.

A ce titre, ses missions sont les suivantes :

- apporter l'appui nécessaire pour le développement durable de ces services sous la responsabilité du Secrétaire Général de la Commune ;
- réaliser un travail continu avec le Comité Communal de l'Eau et de l'Assainissement pour la coordination des efforts et intervention et l'optimisation des services d'Eau, d'Hygiène et d'assainissement ;
- Participer à la planification des réalisations/réhabilitations d'ouvrage en consolidant les données ;
- tenir à jour le système d'information sur le fonctionnement du service d'eau

potable et d'assainissement et sur la mise en œuvre du Plan Communal de Développement en approvisionnement en Eau Potable et Assainissement (PCD-AEPA) ;

- assurer la coordination technique du dispositif d'exploitation des Pompes à Motricité Humaine (PMH) ;
- participer à l'organisation des campagnes de sensibilisation sur le changement de comportements et susciter la demande en latrines par les ménages ;
- Superviser les activités de construction des latrines dans les villages à travers la mise en réseau des différents acteurs locaux : entre les gérants de boutique d'assainissement, les maçons, les hygiénistes, les animateurs et les ménages demandeurs ayant fait la demande et remplissant les conditions de contributions exigées ;
- Participer à la réception des ouvrages (forages et latrines) réalisés / réhabilités ;
- Suivre les commandes de matériel auprès des boutiques d'assainissement et leur acheminement idoine dans les villages suivant les demandes ;
- Contribuer à la formation continue des associations de femmes et de jeunes en tandem avec les animateurs et l'ONG partenaire dans la zone ;
- Exécuter toute autre tâche qui lui sera confiée.

Le technicien communal suivra rigoureusement la planification communale en matière d'assainissement pour la programmation de ses activités, en cohérence avec les opportunités offertes à la commune par d'autres partenaires. Il rend des comptes de ses activités au Maire et au Secrétaire Général de la commune. Employé de la Commune, son cahier de charge sera convenu avec son employeur.

COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

- Une demande manuscrite timbrée (timbre fiscal ou communal), adressée à Monsieur le Directeur Régional de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) du Centre-Est **en précisant la commune pour laquelle on postule dans l'objet** ;
- une photocopie non légalisée de la Carte de Demandeur d'Emploi (CDE) à jour ;
- Un curriculum vitae détaillé mettant en exergue les connaissances et les compétences requises ;
- une photocopie légalisée de la CNIB ;
- une photocopie légalisée du BEPC ou du diplôme équivalent ;
- les photocopies des attestations de travail ou/et de stage en relation avec le poste.

Les candidat(e)s intéressé(e)s par cette offre d'emploi et remplissant les conditions citées ci-dessus sont invités à déposer leurs dossiers de candidature du **23 Septembre 2019 au 04 octobre 2019 de 8H à 15H** tous les jours ouvrables à la Direction Régionale de l'Agence Nationale Pour l'Emploi (ANPE) du Centre-Est.

CENTRE	COMMUNES	DATE	LIEU
TENKODOGO	DOURTENGA, BAGRE, SANGHA, DIALGAYE, BOUSSOUMA, KOMTOEGA, BEGUEDO, NIAOGHO, BANE	0 et 9 octobre 2019	ANPE TENKODOGO
KOUPELA	ANDEMTENGA, OUNGHNIN, YARGO, TENSOBENTENGA, KANDO, BASKOURE	10 et 11 octobre 2019	ANPE KOUPELA
ZABRE	ZABRE, ZOAGA	14 et 15 octobre 2019	Association Paglayht

NB : tout candidat ne peut postuler que pour une et une seule commune. Tout contrevenant à cette règle sera disqualifié du présent recrutement.

P. le Directeur Général et P/D
La Secrétaire Générale

Salimata G. SIE/HIE
Chevalier de l'Ordre de Mérite



Brèves

Kuibiert Coulibaly, élu président de la CEI

Ibrahime Coulibaly-Kuibiert, ancien secrétaire général du Conseil constitutionnel ivoirien, a été élu lundi président de la nouvelle Commission électorale indépendante (CEI) qui devra organiser la présidentielle de 2020 alors que l'opposition continue à protester contre ce nouvel organisme. Ibrahime Coulibaly-Kuibiert, élu pour 6 ans non renouvelables, succède à Youssouf Bakayoko, le président de la précédente CEI qui symbolisait l'élection controversée de 2010-2011. La nouvelle CEI, adoptée fin juillet 2019, comprend 15 membres, contre 17 auparavant : un représentant du président de la République, un du ministre de l'Intérieur, six de la société civile, six des partis politiques et un représentant du Conseil supérieur de la magistrature. Au nom de la Coalition pour la démocratie, la réconciliation et la paix (CDRP), l'ancien ministre Gnamien Konan a critiqué lundi une CEI «chambre d'enregistrement» «déséquilibrée structurellement», accusant le pouvoir d'avoir «largement manipulé des scrutins antérieurs». La coalition qui rassemble plusieurs partis d'opposition dont le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI), dirigé par l'ex-président Henri Konan Bédié, a appelé «tous ses militants à se tenir prêts (...) pour faire barrage» à cette CEI «illégale et illégitime».

CPI : confirmation de charges à l'encontre du djihadiste Al Hassan

La Cour pénale internationale (CPI) a confirmé lundi des charges de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité à l'encontre d'Al Hassan Ag Abdoul Aziz Ag Mohamed Ag Mahmoud, un djihadiste malien accusé d'avoir participé à la démolition du patrimoine à Tombouctou, et a annoncé l'ouverture de son procès. Al Hassan est accusé d'avoir participé en 2012 et 2013 à la démolition de mausolées dans la ville malienne et d'être responsable de viols et d'esclavage sexuel commis dans le contexte de mariages forcés. Des accusations de torture pèsent également contre le djihadiste, qui a été remis en avril 2018 à la CPI par les autorités maliennes et transféré au centre pénitentiaire de la Cour, à La Haye. Al Hassan a comparu en juillet devant les juges qui devaient décider s'il y avait suffisamment de preuves contre lui pour aller jusqu'au procès. «La chambre a conclu qu'il y a des motifs substantiels de croire que M. Al Hassan est responsable» des crimes de guerre et crimes contre l'humanité dont il est accusé, a indiqué la CPI dans un communiqué. Al Hassan, 40 ans, aurait été un membre du groupe djihadiste Ansar Eddine et commissaire de la police islamique à Tombouctou. Al Hassan est le deuxième djihadiste à être jugé par la CPI. Lors d'un verdict historique, la Cour avait condamné en 2016 un premier djihadiste malien, Ahmad Al Faqi Al Mahdi, à 9 ans de prison pour avoir également pris part en 2012 à la démolition des mausolées protégés à Tombouctou, un site inscrit par l'Unesco au patrimoine mondial.

Nigéria : 19 femmes enceintes libérées d'«usines à bébés»

La police nigériane a libéré à Lagos 19 femmes enceintes détenues dans des maisons décrites comme des «usines à bébés». La plupart des femmes avaient été enlevées «dans le but de les mettre enceintes et de vendre les bébés», selon un communiqué de la police. Deux femmes qui travaillaient dans ces endroits comme des infirmières sans aucune formation ont été arrêtées, mais le principal suspect est en fuite. La police a déclaré que les bébés seraient vendus au prix de 1 400 \$ pour les garçons et 830 \$ pour les filles. Elle a ajouté que les enfants devaient faire l'objet d'un trafic, mais on ignore qui étaient les acheteurs potentiels et où ils se trouvaient. Les cas de présumés «usines à bébés» ne sont pas rares au Nigéria. Il y a eu dans le passé plusieurs raids, dont un l'année dernière, qui ont permis de secourir 160 enfants. Cette fois, quatre enfants ont été secourus. Les femmes secourues, âgées de 15 à 28 ans, avaient été attirées à Lagos, la plus grande ville du Nigéria, depuis différentes parties du pays, avec la promesse d'un emploi. Mais elles ont ensuite été détenues dans les propriétés et violées. «Une femme est venue me chercher à la gare routière et m'a amenée ici», a déclaré au journal Vanguard l'une des personnes secourues. «Le lendemain, j'ai été convoquée par notre maquerelle, qui m'a dit que je ne quitterais pas les lieux avant l'année prochaine», aurait-elle déclaré. «Jusqu'à présent, j'ai couché avec sept hommes différents avant de découvrir que j'étais enceinte. On m'a dit qu'après l'accouchement, je serais bien payé», a-t-elle confié. Les femmes et les enfants ont maintenant été relogés et sont en cours de réhabilitation, a indiqué la police.

Soudan: soutien financier de la France à la transition

«Un soutien inconditionnel à la transition démocratique», a annoncé le 30 septembre le président français Emmanuel Macron à l'issue d'une rencontre avec le Premier ministre soudanais Abdalla Hamdok à Paris. «La révolution de décembre n'a pas fini d'inspirer le monde et le continent. C'est pourquoi la France va vous accompagner dans ce tournant historique», a ajouté le président français. La France va débloquer une aide de 60 millions d'euros, dont 15 millions disponibles très rapidement, a indiqué le président Emmanuel Macron. Pour le chef de l'Etat français, il est nécessaire que la révolution soudanaise soit un succès, et pour cela, il faut relancer l'économie. La crise économique a été en effet le déclencheur de cette révolution en décembre dernier. Le président français a également annoncé la tenue «prochaine» d'une conférence internationale des bailleurs de fonds qui se tiendra à Paris. La France s'est engagée à continuer de plaider auprès des Etats-Unis pour que le Soudan soit retiré de cette liste des États soutenant le terrorisme. Le Premier ministre soudanais, Abdalla Hamdok a tenu à remercier Emmanuel Macron de son soutien sur ce sujet. «Mon peuple n'a jamais soutenu le terrorisme. Le soutien du terrorisme est lié à l'ancien régime. Nous sommes un peuple pacifique», a-t-il affirmé. Le retrait de cette liste «sera la clé» pour résoudre l'ensemble de tous nos autres problèmes : les emprunts, la paix, l'investissement et l'ouverture du Soudan aux investissements étrangers, a ajouté le Premier ministre.

Zimbabwe : la famille Mugabe héritera des propriétés de la Zanu-PF

Le parti au pouvoir au Zimbabwe, la Zanu-PF, transférera à la famille Mugabe la propriété de la maison dans laquelle l'ancien président vivait dans la capitale Harare, a déclaré un responsable du parti, selon le *Herald*, le quotidien national. La «clarification» du secrétaire d'administration de la Zanu-PF, Obert Mpofu, fait suite à la spéculation selon laquelle le parti avait l'intention de transformer la maison de Mugabe en musée et d'en tirer un revenu, selon le journal. Le parti transférera également la propriété d'une résidence secondaire, occupée par Bona Mugabe-Chikore, la fille de Mugabe et sa veuve Grace, à la famille, indique le *Herald*. «Rien n'a changé dans l'engagement du parti à transférer les deux propriétés», a déclaré M. Mpofu. Le porte-parole de la famille Mugabe, Leo Mugabe, avait récemment confirmé que l'ex-président, qui a dirigé le Zimbabwe pendant 37 ans jusqu'à son éviction en 2017, ne possédait ni le manoir Blue Roof ni la maison Mount Pleasant, selon le journal. Mugabe a été enterré dans sa maison familiale samedi, mettant fin aux frictions entre le gouvernement et sa famille au sujet de son enterrement.

70^e anniversaire de la Chine : Pékin étale sa puissance militaire

A l'occasion du 70^e anniversaire de la République populaire de Chine (RPC), le président Xi Jinping a assisté ce mardi 1^{er} octobre à un défilé militaire qui se veut grandiose. L'Armée populaire de libération (APL), a pour la première fois, exhibé des armes aux capacités sans précédent. Pékin entend par ce biais démontrer la modernisation de son arsenal. 15 000 soldats, 580 chars et plus 160 avions de combat, pour un défilé spectaculaire, mais pas seulement. L'Armée populaire de libération entend profiter de l'événement pour montrer au monde son grand bond en avant. De nouveaux missiles balistiques, fabriqués en Chine et opérationnels, devraient ainsi être dévoilés. Au premier rang desquels le missile DF41, encore jamais présenté au grand public. Particulièrement vaste, il peut emporter 10 têtes nucléaires et parcourir jusqu'à 14 000 km couvrant par conséquent l'ensemble du territoire américain. Autre nouveauté : le DF17, il s'agit d'un lanceur sur lequel est placé un planeur hypersonique, une aile delta, munie d'une charge conventionnelle ou nucléaire, capable d'évoluer à une vitesse extrême. L'engin pourrait déjouer les systèmes antimissiles adverses. Des drones furtifs et hypersoniques destinés à identifier des cibles avant une frappe devraient également faire leur apparition. En exhibant un tel arsenal, la Chine entend démontrer qu'elle est à la pointe de l'innovation mondiale et que ses troupes n'ont jamais été aussi bien dotées.

Rassemblées par Jean-Marie TOE
Sources : rfi.fr ; jeuneafrique.com ; bbc.com



Horoscope

Bélier (21 mars - 20 avril)

En ce moment, c'est l'argent qui vous préoccupe et vous partagez vos inquiétudes avec votre partenaire ou vos collaborateurs. Des solutions peuvent être trouvées...



Taureau (21 avril - 20 mai)

Comment concilier vie professionnelle et vie relationnelle, telle est votre question. Si vos sentiments sont plus profonds, vous avez la réponse en vous...



Gémeaux (21 mai - 21 juin)

Aujourd'hui, vous privilégiez l'amour, les plaisirs et les loisirs. Mais le travail et les obligations quotidiennes vous rappellent à l'ordre. Patience...



Cancer (21 juin - 23 juillet)

Aujourd'hui, vous accordez un peu plus d'importance à vos enfants mais ils vous épuisent ou vous agacent. Rentrez dans le jeu et... proposez un nouveau jeu, ils adorent ça!



Lion (24 juillet - 23 août)

Des problèmes familiaux peuvent vous préoccuper et de ce fait votre moral faiblit, mais vous avez la possibilité d'en parler franchement afin que cela s'arrange.



Vierge (24 août - 23 sept)

Aujourd'hui, vous avez envie de faire ce qu'il vous plaît, selon vos envies. Mais c'est sans compter sur une Lune capricieuse qui vous donne mille choses à faire...



Balance (23 sept - 23 oct)

Voilà une bonne période pour faire valoir vos idées, mettre en avant vos goûts et vos valeurs personnelles. N'ayez crainte, on vous écoute si vous parlez vrai.



Scorpion (23 oct - 22 nov)

Aujourd'hui vous fuyez les mondanités et la foule. Vous avez besoin de réfléchir sur vous-même, de vous recentrer. Ce n'est pas une raison pour bouder!



Sagittaire (22 nov - 21 déc)

Bien que vos projets se mettent en place et que vos amis vous sollicitent, vous éprouvez le besoin de prendre du recul, de méditer en silence ou de vous reposer...



Capricorne (22 déc - 20 janv)

La tête pleine de nouveaux projets, vous avez le vent en poupe et vous vous voyez "déjà en haut de l'affiche". Ne brûlez pas les étapes et écoutez vos amis...



Verseau (21 jan - 19 février)

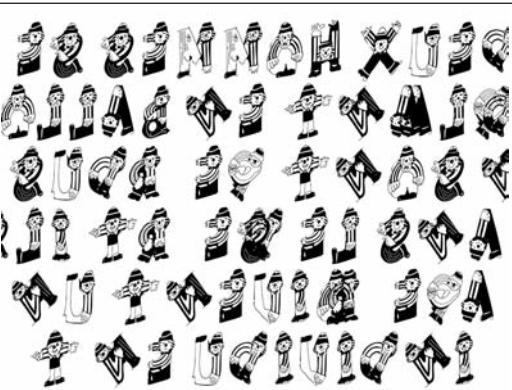
Vos pensées sont préoccupées par vos objectifs socioprofessionnels et vous vous faites parfois du souci. Positivez en ayant confiance en l'avenir et... en vous-même!



Poisson (20 févr - 20 mars)

Aujourd'hui, vous êtes particulièrement dans la lune, ou plus précisément dans un pays étranger ou exotique. Si vous avez besoin d'évasion, faites le point sur vos finances.

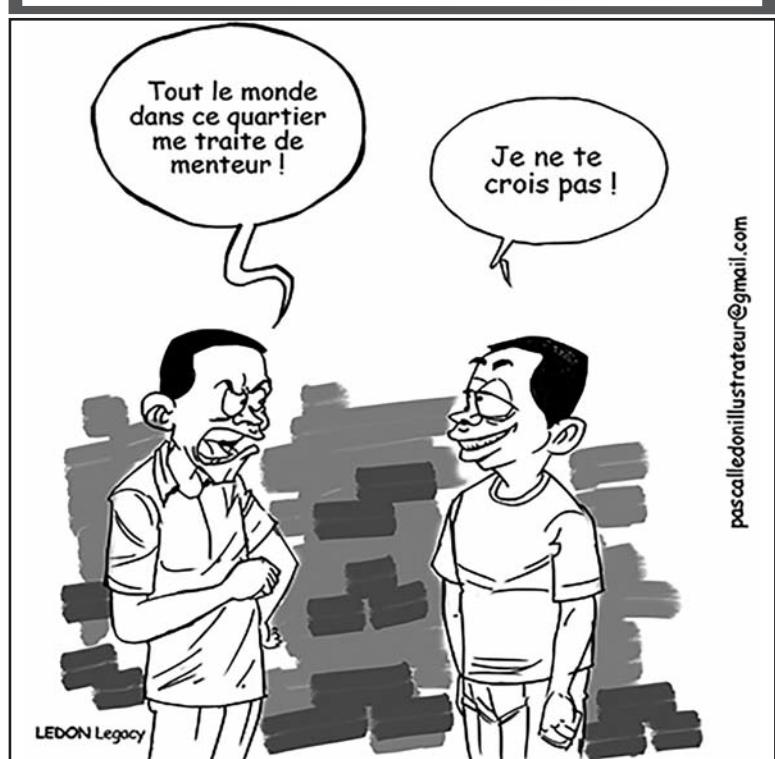
LES 8 ERREURS



REPONSE 8 ERREURS

- 1- Les deux premiers dessins sur la première ligne
- 2- L'avant dernier dessin sur la première ligne
- 3- Le troisième dessin sur la deuxième ligne
- 4- Septième dessin sur la deuxième ligne
- 5- Neuvième dessin sur la première ligne
- 6- Septième dessin sur la première ligne
- 7- Sixième dessin sur la deuxième ligne
- 8- Dernier dessin sur la sixième ligne

Sourire du jour



pascaledonillustrateur@gmail.com

Les numéros utiles

Ouagadougou

Gendarmerie N° vert	80.00.11.45 25 30.62.71
Pompiers :	-----18 25.30.69.48
Police (secours) :	-----17 25 30.63.83 25 30.71.00 25.30.69.47
Hôpital : (Ambulance) :	25.30.66.43 25 30 66 44 25 30 66 45
ONEA :	80 00.11.11 25 34.34.60 70 22 22 76 70 22 22 77
SONABEL :	25 30.61.00 25 30 61 02 25 30 61 03
Aéroport	25 30.65.15
Air - Burkina :	-25 49.23.23/42/45 /46
Air - France :	---- 25 49.15.15
SITARAIL :	25 31.07.39 25 30.72.16

Sidwaya

QUOTIDIEN NATIONAL

Fondé le 5 avril 1984
ISSN 0796-501X
01 BP : 507 Ouagadougou 01
Burkina Faso
Télex : 5327 BF AIB
Tél. : (226) 25 30 63 06/07
Fax : (226) 50 31 03 62
Site web : www.sidwaya.bf

Directeur de Publication

Directeur Général des Editions Sidwaya
Mahamadi TIEGNA

Directeur des Rédactions
Daniel ZONGO
(226) 25 31 22 89
Portable : (226) 72 00 71 74
danielzongo62@yahoo.fr

Rédacteur en chef
Anselme KAMBIRE
(226) 25 50 86 34
Portable : (226) 70 82 35 44
kambros76@gmail.com

Directrice Commerciale et Marketing
Mme Assétou BADIO
Tél. : (226) 25 50 86 24
Portable : (226) 70 62 50 48

Secrétaire Générale des Rédactions
Mme Attebié BAKYONO / GUEL
Portable : (226) 70 67 77 99

Saisie-Impression
Tél. : (226) 25 31 22 90

Directeur de l'Imprimerie
David T. GANOU
Tél. : (226) 25 33 48 27
Portable : (226) 70 66 79 26

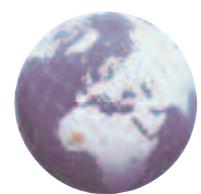
Directeur régional des Editions Sidwaya
(Bobo-Dioulasso)
Frédéric OUEDRAOGO
Tél. : (226) 20 97 11 69
Portable : (226) 70 74 51 50
Fax : (226) 20 98 09 91

Secrétariat particulier du Directeur
Général des Editions Sidwaya
Tél. : (226) 25 31 35 39



Lisez et faites

lire
Sidwaya
votre quotidien



CONSEIL DE L'ENTENTE

SECRETARIAT EXECUTIF



AVIS D'APPEL D'OFFRES SOUS REGIONAL N°650 /SE DU 26.09.2019

OBJET : SÉLECTION D'UN CONSULTANT POUR L'ELABORATION D'UN PROGRAMME DE GESTION INTEGREE DES ESPACES FRONTALIERS DE L'ESPACE ENTENTE

Peuplé de 83,9 millions d'habitants, l'Espace Entente couvre une superficie de 2 millions de km², soit les 2/5^e de l'Espace CEDEAO ; Il s'étend sur 10 915 km de frontières terrestres, 1 063 km de frontières maritimes et possède un domaine maritime de 23 396 km². Zone sensible, il est délimité :

- au Nord par la Libye, l'Algérie, le Mali, pays frontaliers du Niger, du Burkina, de Côte d'Ivoire ;
- à l'Est, par le Tchad et le Nigeria, pays frontaliers du Niger et du Bénin ;
- à l'Ouest, par la République de Guinée et le Liberia, pays frontaliers de la Côte d'Ivoire ;
- au Sud, dans le Golfe de Guinée, la Côte d'Ivoire, le Togo et le Bénin sont ouverts sur l'Océan Atlantique.

Le Conseil de l'Entente, en raison de sa portée géographique à cheval sur le Sahel et la Côte ouest-africaine est appelé à jouer un rôle de premier plan dans la formulation d'une réponse intégrée en matière de gouvernance des espaces frontaliers terrestres et maritimes. C'est dans ce cadre que le Secrétariat Exécutif a pris l'initiative d'élaborer un programme pour mettre en œuvre l'approche de gestion intégrée des frontières.

Par le présent avis d'appel d'offres, le Secrétariat Exécutif sollicite les services d'un cabinet ou d'une équipe de consultants indépendants pour la réalisation de ladite étude. Les tâches à accomplir consistent entre autre à :

1. faire une analyse du cadre politique et programmatique pertinent sur les frontières au niveau local (plans locaux), national (Politique et programme), régional (Programme CEDEAO, UEMOA) et continental (PFUA) ;
2. faire un diagnostic sur l'état des espaces frontaliers des pays membres du Conseil de l'Entente : disponibilité des infrastructures sociocommunautaires, les dispositifs sécuritaires notamment ;
3. définir les enjeux et la problématique sur les frontières terrestres et maritimes du Conseil de l'Entente ;
4. définir les objectifs stratégiques et les points de synergie avec les Politiques et les stratégies nationales et la complémentarité avec les autres programmes régionaux ;
5. définir les axes d'intervention, le montage institutionnel et de pilotage du programme ;
6. identifier les obstacles constitutionnels, juridiques et règlementaires spécifiques à lever en vue d'une mise en œuvre et d'une bonne gestion des espaces frontaliers ;
7. définir la logique d'intervention du programme et les parties prenantes dans la mise en œuvre.

Les Termes De Référence (TDR) de cette étude, qui précisent les conditions de participation et de sélection du Consultant, peuvent être retirés au siège du Secrétariat Exécutif ou envoyés par voie électronique en écrivant aux adresses suivantes :

- issa.demonle.moko@conseildelentente.org
- ousmane.orou.toko@conseildelentente.org

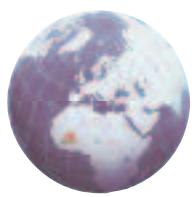
Cet appel d'offres s'adresse aux cabinets et consultants indépendants opérant dans l'Espace Entente composé du BÉNIN, du BURKINA, de la CÔTE D'IVOIRE, du NIGER et du TOGO.

Les offres peuvent être déposées au siège du Secrétariat Exécutif du Conseil de l'Entente ou envoyées à l'adresse suivante :

SECRETARIAT EXECUTIF DU CONSEIL DE L'ENTENTE
ANGLE RUE DE TESSIÈRE, AVENUE VERDIER ABIDJAN - PLATEAU
01 BP 3734 ABIDJAN 01 COTE D'IVOIRE
TEL : (225) 22 50 92 19
: (225) 22 50 92 16
: (225) 22 50 92 00

Le délai de validité des offres est de **90 jours**. La date limite de réception des dossiers de soumission est fixée au **lundi 21 octobre 2019 à 12 heures GMT**, le cachet de la poste faisant foi.

Abidjan le 26 septembre 2019
Le Secrétaire Exécutif



**FOIRE
AUX
VIINS**

Jusqu'à
-65%*

A partir du
27 septembre 2019
à La Clé des Châteaux

La Clé des Châteaux
Avenue Léonard, Koulouba, près du Siège de SONAR
Tel. : +226 25 31 04 99

Photo non contractuelle

CRU BOURGEOIS

Château Barreyres

HAUT-MÉDOC

APPELLATION HAUT-MÉDOC CONTRÔLÉE

MIS EN BOUTEILLE AU CHÂTEAU

2014

ARGENT

VINAIRES INTERNATIONALES 2015

2015

CRU BOURGEOIS

Château Barreyres

HAUT-MÉDOC

APPELLATION HAUT-MÉDOC CONTRÔLÉE

MIS EN BOUTEILLE AU CHÂTEAU

2014

ARGENT

VINAIRES INTERNATIONALES 2015

2015

Photo non contractuelle